



Relations

Pour qui veut une société juste

NUMÉRO 765

JUIN 2013

Cap sur la décroissance

Rompre avec la croissance,
remettre le monde à l'endroit

En finir avec l'*homo œconomicus*

Ce que décroître veut dire

Les dangers d'une
décroissance sauvage

Témoignage de Roy Bourgeois :
Je me tiens aux côtés des femmes

6,00 \$



ARTISTE INVITÉE:
RAPHAËLLE DE GROOT

ACTUALITÉS	4
HORIZONS	
Küme Mongen: le cadeau des Mapuches	9
Carlos Bresciani Lecannelier, s.j.	
LE CARNET	
DE JOSÉ ACQUELIN	
L'entre-mondes	10
CONFIDENCES À EMMA-ROSE	
CHRONIQUE LITTÉRAIRE	
L'étoile du matin	28
Virginia Pésémapéo Bordeleau	
AILLEURS	
Jordanie: appels au changement	30
Myriam Ababsa	
REGARD	
Je me tiens aux côtés des femmes	33
Roy Bourgeois	
DÉBAT	
Souveraineté alimentaire: sommes-nous sur la bonne voie?	36
Claire Bolduc	37
Roméo Bouchard	
EN BREF	38
MULTIMÉDIAS	39
LIVRES	40

Couverture: Raphaëlle de Groot, *Collections* (fragment *Vue de paysage 1*), 2012

DOSSIER

CAP SUR LA DÉCROISSANCE

Depuis le rapport *Halte à la croissance?* du Club de Rome, paru en 1972, la notion de décroissance a fait du chemin, remettant en question le paradigme au cœur de nos sociétés capitalistes : la croissance économique. Nourrie de plusieurs courants idéologiques et théoriques parfois contradictoires, elle bouscule néanmoins la façon dont nous concevons généralement la richesse et le développement. Comment la décroissance peut-elle être envisagée au Québec? Comment l'est-elle dans les pays du Sud, où le développement est souvent perçu comme un droit? Quelles sont ses dérives potentielles? Ce dossier scrutera l'idée d'une décroissance qui n'est pas synonyme d'austérité.

Cap sur la décroissance	11
Catherine Caron	
Rompre avec la croissance, remettre le monde à l'endroit	13
Louis Marion	
Le mouvement de la décroissance au Québec	14
Serge Mongeau	
En finir avec l'homo œconomicus	17
Yves-Marie Abraham	
Concevoir la richesse autrement	18
Yves-Marie Abraham	
La décroissance: perspective du Sud	20
Alan Ainer Boccato-Franco	
Ce que décroître veut dire	21
Éric Pineault	
Les dangers d'une décroissance sauvage	25
Andrea Levy	

ARTISTE INVITÉE

L'artiste montréalaise **Raphaëlle de Groot** détient une maîtrise en arts visuels et médiatiques de l'Université du Québec à Montréal. Son œuvre prend le plus souvent la forme de performances, d'installations, d'objets, d'images et de vidéos. Les images qu'elle présente dans ce numéro de *ReLations* sont des fragments d'une collection d'objets hétéroclites reliée au projet «Le poids des objets» qu'elle développe depuis 2009 à partir d'objets ordinaires recueillis au Canada, aux États-Unis, au Mexique et en Italie. Attentive à la mémoire, à l'identité, aux affects et aux valeurs qu'ils mettent en jeu, l'artiste cherche à éprouver la capacité des objets à faire signe ou sens de nouveau. Récipiendaire du prestigieux Prix artistique Sobey en 2012, elle sera la première artiste à représenter le Québec par une performance à la Biennale de Venise de 2013. <raphaelledegroot.net>

FONDÉE EN 1941

La revue *ReLations* est publiée par le Centre Justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis plus de 70 ans, *ReLations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les plus démunis. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques et religieux de notre époque.

DIRECTRICE
Élisabeth Garant
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Ravet
RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Catherine Caron
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Emiliano Arpin-Simonetti
TRADUCTION
Jean-Claude Ravet, Claude Bédard-Claret
DIRECTION ARTISTIQUE
Mathilde Hébert
ILLUSTRATIONS
Jacques Goldstyn
RÉVISION/CORRECTION
Éric Massé

COMITÉ DE RÉDACTION
Gilles Bibeau, Eve-Lyne Couturier, Céline Dubé, Guy Dufresne, Mouloud Idir, Nicolas Milot, Agustí Nicolau, Guy Paiement, Rolande Pinard, Jacques Racine, Louis Rousseau, Cécile Sabourin

COLLABORATEURS
José Acquelin, Gregory Baum, André Beauchamp, Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert, Marc Chabot, Vivian Labrie, Virginia Pésémapéo Bordeleau, Carolyn Sharp, Marco Veilleux

IMPRESSION HLN
sur du papier recyclé contenant 100 % de fibres post-consommation.

DISTRIBUTION LMPI / HDS Canada
ReLations est membre de la SODEP <www.sodep.qc.ca>

Les articles de *ReLations* sont répertoriés dans *Érudit*, *Repère*, *EBSCO* et dans l'*Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe.

ABONNEMENTS Ginette Thibault
8 numéros (un an) : 40 \$ (taxes incluses)
Deux ans : 70 \$ (t. i.)
À l'étranger : 55 \$ Étudiant : 25 \$
Abonnement de soutien : 100 \$ (un an)
TPS: R119003952 TVQ: 1006003784

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec: ISSN 0034-3781
Version numérique: ISSN 1929-3097

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques (FCP) qui relève de Patrimoine canadien.

Canada

BUREAUX
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél. : 514-387-2541
télé. : 514-387-0206
relations@cjf.qc.ca
www.revue-relations.qc.ca

La marche du monde

On entend souvent dire dans les médias que le but des terroristes, c'est de semer la terreur parmi la population. Il ne faut surtout pas, nous avertit-on, tomber dans leur piège: cela saperait les fondements démocratiques de la société. Cependant, plus rarement entend-on dire que le terrorisme est instrumentalisé par l'État contre la démocratie. On le devrait.

À la suite de l'attentat du marathon de Boston, il s'est passé un événement sans précédent aux États-Unis: le gouvernement américain a décrété l'état de siège dans la région. Le plus pacifiquement du monde, avec la plus grande collaboration de la population, celle-ci a été confinée chez elle. Des milliers de policiers et de militaires, tanks et tutti quanti à l'appui, ont ainsi occupé les rues désertées de villes comptabilisant plus d'un million d'habitants à la recherche d'un terroriste. Une pre-

mière aux États-Unis. Le plus ironique dans cette histoire, c'est que le jeune fuyard a finalement été localisé par... un civil qui était sorti de chez lui.

Ce déploiement inimaginable ne pouvait être une improvisation, il répondait à un plan tracé d'avance, n'attendant qu'un événement « providentiel » comme déclencheur. Mais, au-delà de son utilité pratique contestable, sa finalité pourrait bien être d'un autre ordre: ébrécher les fondements démocratiques, entamer une étape décisive dans le contrôle policier de la population. Un pas inquiétant vers une « démocratie » surveillée où l'état d'exception deviendrait la norme et la liberté non plus un droit fondamental, mais un privilège, voire un luxe.

La réponse consentante des habitants de la région de Boston ne peut que réjouir ceux qui profitent de la marche autoritaire du monde. Elle montre que l'état d'assujettissement est tel que l'arsenal répressif peut être déployé sans complexe, au nom de la démocratie et de la menace terroriste. Qu'espérer de mieux pour renforcer l'ordre établi? Stephen Harper en prend acte en fustigeant, comme s'ils faisaient le jeu des terroristes, ceux qui posent encore l'exigence de « comprendre » les actes terroristes – c'est-à-dire de les penser et non de les soutenir. Le personnage de la Peste dans *L'état de siège* de Camus disait: « L'essentiel n'est pas qu'ils comprennent, mais qu'ils s'exécutent. »

Mais cette mise au pas de la population n'est pas que de l'ordre d'une volonté politique ou d'un stratagème. Elle relève d'une dynamique interne du système économique et social dominant qui dicte, en quelque sorte, l'espace du possible, la manière correcte de penser et de se comporter. Comme le notait déjà George Orwell,

à la fin des années 1930, à propos du capitalisme: « Le progrès est dirigé vers une efficacité toujours plus grande, c'est-à-dire en fin de compte vers un monde où rien ne saurait aller de travers » (*Le quai de Wigan*). Si elle est laissée à elle-même, la logique de contrôle, de rentabilité, d'efficacité absolus, qui meut le progrès technique et financier, n'aura de cesse de s'étendre à tous les champs de l'existence et de marginaliser l'humain, jusqu'à mettre la liberté sous stricte surveillance.

Aussi ne devrions-nous pas être trop insouciant à l'égard de la liberté, comme si elle nous était une fois pour toutes acquise. Car elle est peu à peu rognée. Nous le voyons à Montréal avec le règlement municipal P-6 qui cherche à empêcher et à criminaliser un grand nombre de manifestations non encadrées. La dépolitisation de la société ne peut plus durer. Elle huile trop les rouages des pouvoirs financiers, technocratiques et militaires, et génère une servitude volontaire d'une ampleur insoupçonnée. Plus que jamais, l'heure est à la résistance, à la pensée critique, à l'agir collectif qui institue la liberté dans l'espace public, à une nouvelle socialité fondée sur la solidarité. Il nous incombe de préserver le monde de la déchéance programmée, et de faire mentir les propos du milliardaire Warren Buffet: « Il existe bel et bien une lutte des classes, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui la fait et c'est nous qui gagnons. » Il en va de la suite du monde.

JEAN-CLAUDE RAVET



Raphaële de Groot, Collections
(fragment *Intérieur abandonné Power Co.*), 2012



Faire primer la liberté religieuse?

La création du bureau fédéral de la liberté religieuse soulève de vives inquiétudes quant à sa raison d'être et ses objectifs.

GREGORY BAUM

L'auteur est théologien

La fondation du Bureau de la liberté religieuse par Stephen Harper, en février dernier, n'est pas une surprise. Dès l'élection fédérale de mai 2011, M. Harper avait annoncé que la défense de la liberté religieuse dans le monde serait une priorité de la politique étrangère de son gouvernement. Il se disait profondément ému par les privations et les persécutions infligées aux minorités religieuses dans un grand nombre de pays.

En octobre 2011, le ministre des Affaires étrangères, John Baird, avait tenu à huis clos une première consultation à laquelle étaient invités des représentants chrétiens et juifs, proches du gouvernement conservateur. L'absence de représentants des autres religions et des organisations laïques qui, comme Amnistie internationale, dénoncent la persécution religieuse depuis des années, avait été vivement critiquée. M. Baird avait répliqué que le Bureau ne privilégierait pas les

minorités chrétiennes mais défendrait la liberté religieuse de tous les croyants ainsi que la liberté de conscience des non-croyants. Pour afficher son respect pour le pluralisme religieux, M. Harper a invité des représentants de toutes les grandes religions à la cérémonie d'inauguration du Bureau de la liberté religieuse, le 19 février 2013.

On est cependant en droit d'être encore profondément préoccupé. On rappellera qu'un bureau semblable a été créé aux États-Unis sous le gouvernement Clinton, en 1998, et qu'il est souvent accusé de défendre principalement les droits des minorités chrétiennes et la liberté des missionnaires évangéliques. Par ailleurs, le fait que le gouvernement Harper ait fermé l'agence Droits et Démocratie et l'ait en quelque sorte remplacée par le

Bureau de la liberté religieuse suggère que ce gouvernement s'intéresse moins à la défense des autres droits humains. Le gouvernement est-il en train de hiérarchiser les droits en attribuant une priorité à la liberté religieuse, cautionnant ainsi certains pays qui, au nom de la religion, ne respectent pas les droits humains et maintiennent les femmes dans un statut inférieur?

Défendre la liberté religieuse sera une priorité de la politique étrangère du gouvernement Harper. Mais quelle est actuellement la politique étrangère du Canada? Le gouvernement voit d'un mauvais œil les organisations canadiennes qui, actives dans le tiers-monde, promeuvent la justice et s'opposent aux politiques néolibérales. Il a coupé les fonds à Alternatives, Kairos et à Développement et Paix, entre autres. La coopération internationale appuyée par le gouvernement ne favorise plus les mouvements sociaux présents dans ces sociétés appauvries: le soutien est maintenant donné aux organisations caritatives qui coopèrent avec les entreprises canadiennes, les compagnies minières, par exemple. On se souviendra de Bev Oda qui, alors qu'elle était ministre des Affaires étran-





gères, répondit à un journaliste qui lui demandait quelle distinction elle faisait entre la politique étrangère et commerciale du Canada et l'aide au développement: «Je n'en fais pas.»

On est ainsi en droit de se demander si la défense de la liberté religieuse, devenue partie intégrante de la politique étrangère du gouvernement Harper, ne viserait pas plutôt l'intérêt économique et politique du Canada. Le nouveau Bureau refusera-t-il alors

de critiquer l'oppression de minorités religieuses en Chine et en Arabie saoudite, étant donné que ces pays sont d'importants partenaires commerciaux du Canada?

On peut aussi se demander si certains aspects de la politique étrangère du gouvernement conservateur n'ont pas pour but de s'attirer les votes de certains groupes. L'appui sans réserve du Parti conservateur à l'État d'Israël, indifférent aux droits humains des Palestiniens, a persuadé en effet un

pourcentage considérable de juifs de voter pour lui. Le Bureau de la liberté religieuse ne tenterait-il pas de créer le même effet du côté de certains groupes évangéliques ou de communautés d'immigrants qui ont expérimenté la discrimination religieuse dans leur pays d'origine?

L'ambiguïté des visées du Bureau de la liberté religieuse nous force à suivre de près l'activité de ce nouvel organisme gouvernemental. ●

Eau vs pétrole en Gaspésie

La menace que fait peser Pétrolia sur l'eau mobilise des citoyens et les élus municipaux de Gaspé.

RITA GAGNÉ

On connaît depuis longtemps le potentiel pétrolier de la Gaspésie. Ces dernières années, des compagnies investissent pour relancer l'exploration et l'exploitation de gisements dans la région. L'un de ces gisements, exploité par la compagnie Pétrolia, est situé près du secteur habité de Haldimand, dans le grand Gaspé, ce qui inquiète vivement les résidents. Le comité de citoyens Ensemble pour l'avenir durable du grand Gaspé s'est ainsi formé, en 2012. Une de ses premières actions a été de présenter une pétition à l'Assemblée nationale du Québec demandant un moratoire permanent sur la fracturation hydraulique.

En décembre 2012, la Ville de Gaspé s'est dotée d'une réglementation pour mieux protéger les sources d'eau potable à l'intérieur de ses limites territoriales, n'ayant pas obtenu les garanties suffisantes de Pétrolia à cet effet. Une bonne partie de la population a appuyé cette décision. D'autres villes ont depuis adopté un règlement similaire.

Mus par un sentiment de prudence et de responsabilité, les citoyens qui s'opposent à l'exploitation des gisements veulent s'assurer qu'aucune fracturation hydraulique ne polluera les eaux potables, ni celles des rivières et de la baie. Ils demandent que la non-nocivité des matières utilisées pour extraire le pétrole soit garantie et qu'un dédommagement suffisant soit prévu en cas d'accident écologique; ils veulent aussi pouvoir compter sur des redevances et des emplois significatifs pour la région.

La compagnie Pétrolia a menacé quant à elle de recourir aux tribunaux pour défendre ce qu'elle considère être des droits acquis en vertu de la *Loi sur les mines* – complètement anachronique. Le gouvernement a certes promis une nouvelle loi, mais elle tarde à venir et les attentes sont énormes. Chose certaine, de nombreux citoyens au Québec ne veulent pas d'une société régie par les seules lois du commerce sans égard pour la qualité de vie de la population.

Certes, d'autres personnes, au nom de la création d'emploi et du déve-

loppement économique de la région, ont choisi de signifier leur appui à la compagnie pétrolière. Deux types de solidarités se manifestent dans la région: l'une en faveur de la protection de l'eau potable et l'autre en faveur de l'exploitation du pétrole. Mais pourquoi faudrait-il choisir entre l'or bleu et l'or noir? Ces deux symboles indiquent la vraie lutte à mener: celle qui consiste à conjuguer, avec équilibre, les valeurs humaines et l'économie, à inventer ensemble des alternatives pour assurer les besoins en énergie dans le respect de l'écologie, de l'eau notamment. Des forums se tiennent actuellement, réunissant des gens de tous les horizons en vue d'arrimer les deux solidarités.

La lutte des citoyens qui s'opposent aux pétrolières est amplifiée par un haut taux de chômage et un nombre élevé de prestataires d'allocations sociales dans la région. Ça crève les yeux et le cœur. Que de richesses est-on venu exploiter ici... pour ne laisser que des fermetures d'usines! Après les richesses de la mer, des montagnes et du vent, on convoite maintenant celles du sous-sol.

L'enjeu majeur est donc de pouvoir échanger sur les visions d'avenir et les

L'auteure est membre
du comité citoyen
Ensemble pour
l'avenir durable
du grand Gaspé



expertises sur le développement, et d'encourager les initiatives locales. Tant d'efforts ont été déployés jusqu'à présent pour le développement économique et entrepreneurial de la région. Pensons aux éoliennes, qui font désormais partie du paysage! Aux investissements pour les deuxième et troisième transformations des ressources, ainsi qu'aux coopératives.

Actuellement, 85% du territoire est exploitable; est-ce trop demander de protéger les 15% qui restent, occupés par des personnes qui y tiennent comme à la prunelle de leurs yeux? D'autant plus que d'autres gisements de pétrole existent ailleurs qu'à proximité des gens qui ont déjà creusé leur puits et bâti leur nid.

Aussi longtemps qu'il s'agira d'évaluer culturellement, socialement et

économiquement en conservant l'intégralité et la beauté de notre territoire, et le bonheur que nous avons à y vivre, nous opterons pour l'eau avant le pétrole. Nous pouvons vivre sans pétrole mais pas sans eau. Notre espérance, c'est qu'une solidarité se tisse entre tous ceux et toutes celles qui ont à cœur la Gaspésie. ●

Le droit au logement mis à mal

Le rapport de la Commission populaire itinérante sur le droit au logement révèle l'ampleur insoupçonnée de la crise du logement au Québec.

FRANÇOIS SAILLANT

Urgence en la demeure. Le titre du rapport de la Commission populaire itinérante sur le droit au logement, rendu public le 20 mars, en dit long sur les observations et les recommandations faites à la suite d'une vaste tournée de consultation menée à l'automne 2012, à l'initiative du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

C'est un portrait troublant de la situation de l'habitation qui est dressé

dans ce texte rédigé, en toute indépendance, par 14 experts de différents milieux (universitaires, juristes, personnes impliquées dans les milieux syndicaux, féministes ou communautaires). Cela les amène à affirmer d'emblée: «La Commission a acquis la certitude qu'au Québec, il y a une crise du logement. Cette crise est un miroir frappant de l'importance de la fracture sociale qui s'aggrave au Québec. Au-delà des faits, des chiffres et des statistiques qui nous ont été soumis, les commissaires ont entendu des témoignages bouleversants qui, par moment, les ont menés à se demander comment la société québécoise, parmi les plus riches au monde, pouvait tolérer de telles situations.»

De véritables cris du cœur ont été lancés tout au long de la tournée qui a mené les commissaires dans 19 villes des 17 régions administratives du Québec. Afin de bien montrer l'importance accordée aux conditions scandaleuses de surpeuplement et de délabrement

des logements chez les peuples autochtones, le FRAPRU avait choisi de débiter les audiences à Kuujuaq, dans le territoire inuit du Nunavik, et de les terminer dans la communauté anishnabe de Lac-Simon, en Abitibi. Au total, la Commission aura entendu les témoignages de 151 personnes directement affectées par les problèmes de logement et d'itinérance, ainsi que des représentants de 200 groupes qui sont en contact quotidien avec ces problèmes.

Lors du dévoilement du rapport, une commissaire, Lucie Lamarche, professeure de droit à l'Université d'Ottawa, a témoigné en ces termes de tout ce qu'elle avait entendu: «Nous avons été consternés par la nature de certains témoignages que nous avons recueillis. Dans certaines régions, la crise du logement est telle que des gens se retrouvent sans domicile fixe, passant d'un ami à un parent, avant de finir par vivre dans leur voiture. Souvent, ces graves pénuries sont causées par des dynamiques économiques régionales, ici le tourisme, là l'extraction des ressources: jamais on ne semble avoir prévu de stratégies pour contrer leurs effets pervers sur le logement. Plus

L'auteur est coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)

Bobby Snowball, président de l'Association des aînés du Nunavik.
Photo: Priscilla Bittar





en animant des discussions et des débats au cours d'une nouvelle tournée qui, d'avril à novembre 2013, le mènera aux quatre coins du Québec. Il en profitera pour diffuser le documentaire *Au pied du mur*, réalisé par les cinéastes Aude Leroux-Lévesque et Sébastien Rist, à partir des travaux de la Commission. Pour consulter le rapport : <commissionpopulairefrapru.org>. ●

L'audience de la Commission populaire itinérante sur le droit au logement à Gaspé.
Photo: Réal Michaud

préoccupant encore, plusieurs femmes ont témoigné qu'elles avaient été contraintes d'offrir des faveurs sexuelles pour éviter d'être évincées d'un logement, sachant très bien qu'elles ne trouveraient pas d'autre lieu où aller vivre.»

Bien d'autres problèmes sont relevés dans *Urgence en la demeure* : coût élevé du logement obligeant les personnes et les familles à couper dans leurs autres besoins essentiels ou à risquer d'être évincées par la Régie du logement pour non-paiement de loyer; appartements dangereux pour la santé et la sécurité des personnes; discrimination au moment de la location des logements; harcèlement, intimidation, violences à l'endroit de locataires plus vulnérables; inaccessibilité physique des logements pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles, etc. Le rapport s'inquiète également de la faible utilisation, par les locataires, des recours dont ils disposent à la Régie du logement ou à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec, de même que de leur méconnaissance des programmes gouvernementaux d'aide aux locataires – notamment le programme d'allocation-logement. Pour la Commission populaire, cet état des choses signifie en pratique une absence de droits.

Le rapport *Urgence en la demeure* se termine par une série de recommandations visant à assurer le respect du droit au logement, incluant la reconnaissance explicite de ce droit dans la Charte québécoise des droits et libertés, l'adoption d'une politique québécoise d'habitation ainsi qu'un

accroissement de la part du logement social dans l'ensemble des logements locatifs.

Il y a dans ce rapport matière à réflexion, discussion et action. Le FRA-PRU s'assurera d'en tirer le maximum

Un FSM à l'épicentre du printemps arabe

Le Forum social mondial de Tunis a permis aux Tunisiens de remettre les revendications du printemps arabe au centre de l'attention.

RAPHAËL CANET

Le 10^e Forum social mondial (FSM) s'est déroulé à Tunis, en Tunisie, du 26 au 30 mars dernier. Il a rassemblé 60 000 personnes qui ont participé aux assemblées et à quelque 1000 ateliers tenus à l'Université El Manar, ainsi qu'à deux grandes marches organisées dans les principales avenues de la capitale tunisienne.

Tenir l'édition 2013 du FSM en Tunisie, un pays en plein processus révolutionnaire, constituait un défi de taille – relevé de manière assez exceptionnelle – pour les organisateurs lo-

caux comme pour la mouvance altermondialiste. Cela confrontait directement le Forum à la question de son utilité politique. À cet égard, politiquement, l'événement a été une réussite sous trois aspects.

Premièrement, ce FSM a remis la révolution tunisienne sous les projecteurs. Des militants et des représentants de médias alternatifs du monde entier étaient sur place afin de rendre compte et d'apprendre des processus de transformation en cours. Ainsi, les Tunisiens et Tunisiennes ont pu faire connaître mondialement leurs luttes et leurs aspirations, sans passer par le filtre réducteur des médias de masse. ▶

L'auteur est professeur à l'École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa



Grande manifestation du FSM 2013. Photo: FSM

Avec leurs compatriotes d'autres pays arabes, ils ont ouvert une nouvelle phase dans la lutte contre le néolibéralisme et l'impérialisme, dans le processus de reconquête de la dignité des peuples. Les embûches sont nombreuses, notamment à cause des pressions extérieures exercées par le Fonds monétaire international et le G8 dans le cadre du Partenariat de Deauville, qui limite l'autonomie du pays. De plus, la situation intérieure du pays est très complexe avec la radicalisation de la question identitaire par les partis religieux, la violence des groupes salafistes et l'impatience de la jeunesse à vivre de réels changements... Mais il est crucial de comprendre qu'une nouvelle page de l'histoire contemporaine est en train de s'écrire sous nos yeux à travers ces transitions démocratiques. Si personne ne peut en prévoir l'issue, il est possible d'en influencer positivement le cours en encourageant un dialogue ouvert entre les parties opposées.

C'est d'ailleurs le second aspect positif de ce FSM. La présence de nombreuses délégations étrangères,

dont une formée de 200 Québécoises et Québécois, a offert aux groupes et organisations de la société civile tunisienne une occasion inédite de dialogue et de convergence. Dans un climat social tendu et polarisé par les divisions politiques, le FSM per-

mettait d'échanger sur d'autres bases. Pour beaucoup, le résultat de la première élection libre en Tunisie, tenue en octobre 2011 et ayant porté au pouvoir une coalition dominée par le parti islamiste Ennahda, qui a joué la carte identitaire et religieuse, a détourné la révolution tunisienne de son objectif premier: régler la question sociale et les inégalités économiques. Le FSM a permis de remettre ces revendications au cœur du débat national et de tisser des alliances afin de créer les institutions et les mouvements sociaux nécessaires pour qu'aucune dictature politique, économique ou religieuse ne puisse s'installer à nouveau. Dans la phase actuelle et incertaine de transition du pays vers la démocratie, une chose est désormais acquise: la société civile tunisienne a une voix forte et il sera très difficile de la réduire au silence.

Les mouvements sociaux et politiques nés du printemps arabe sont les manifestations les plus concrètes de la capacité des peuples à se mobili-

ser pour provoquer le changement. Si la lutte du peuple tunisien pour son émancipation et contre l'oligarchie a inspiré des mobilisations à travers le monde, notamment les mouvements des Indignés et *Occupy* qui ont fleuri depuis 2011, c'est que beaucoup pouvaient voir des similitudes dans les formes d'oppression. La troisième réussite de ce FSM est d'avoir permis de mieux les comprendre et de réaffirmer que c'est un chapitre de la révolution mondiale des peuples contre les oligarchies et la nouvelle pensée unique de l'austérité qui se joue au cœur du printemps arabe.

Les conséquences économiques et sociales des politiques d'austérité qui s'imposent dans de nombreux pays depuis la crise financière de 2007-2008 sont les illustrations les plus convaincantes de la signification du néolibéralisme, que les altermondialistes font connaître et combattent depuis les années 1990. Aussi dramatiques soient-elles, il est impératif d'en faire un moteur de mobilisation. Le prochain défi du FSM se trouve peut-être dans le renforcement, cette fois, de la société civile au Nord. Dans cette perspective, pourquoi ne pas accueillir le FSM 2015 au Québec? Le printemps arabe peut encore féconder notre printemps érable. ●



SE METTRE DANS L'EAU CHAUDE ATSA
 en codiffusion avec Espace Libre
 avec Jean-François Nadeau
 Geneviève Rochette
 Mylène Roy
 Philippe Ducros
 et Robert M. Lépage
 Marie-Aude St-Amant Duplessis

10 au 15 juin 20h30 à Espace Libre
 Un parcours théâtral balnéo-thérapeutique

achat en ligne: www.espacelibre.qc.ca

Küme Mongen: le cadeau des Mapuches

CARLOS BRESCIANI LECANNELIER, S.J.



Il y a 12 ans, un groupe de jésuites chiliens dont je faisais partie a décidé de vivre dans la communauté mapuche d'Anillen, près de Tirúa, dans la province d'Arauco, au sud du Chili. Le chef (*lonko*) de la communauté, don Teodoro, et son épouse, la *papay* Marcelina, nous ont accueillis sur leurs terres. Nous y avons appris à partager la vie et l'espérance d'un peuple.

Récemment, en prenant le maté chez don Teo, comme nous l'appelons affectueusement, nous discutons de ce que nous attendons de la vie. Je lui disais qu'en général, chacun cherche à améliorer la sienne. Don Teo, avec la sagesse qui le caractérise, resta silencieux un moment, regarda par la fenêtre, puis me dit : « Regarde. Nous les Mapuches nous ne cherchons pas à vivre mieux. Nous voulons vivre bien. *Küme Mongen pi ta mapuche* (« Bien vivre, dit le Mapuche »). Vouloir vivre mieux, c'est ne pas être content de ce qu'on a. Moi, je suis heureux de ce que j'ai... ma famille, mes bêtes, ma terre, etc. Tout cela, Chaw (Dieu) me l'a donné. Mais il est vrai qu'un Mapuche qui n'a pas de terre ne peut vivre bien... » Voilà la vie et l'espérance d'un peuple, et je dirais même, de tout peuple. C'est une vie dont toutes les dimensions sont en harmonie, en interrelation, en équilibre. La relation avec soi-même, autrui, la terre, le monde et Dieu. Voilà l'expérience que j'ai vécue chez les Mapuches, apprenant à cheminer à leurs côtés. Vivre ici est un cadeau de Dieu. Tout est occasion de découverte : dans les rencontres amicales, le partage du maté, les repas, le *purún* (danse traditionnelle) et le *llepipun* (prière collective).

Dans les mains et les pieds incrustés de terre. Dans la rage d'un frère jeté en prison ou d'une sœur discriminée à cause de son origine. Dans l'angoisse des enfants de voir surgir la police à n'importe quelle heure de la nuit. À travers tout cela, on découvre une vie puissante. Un peuple vivant. Le mystère de la vie de Dieu qui se fraie un chemin comme une semence dans la terre.

Mais cette vie et cette espérance qui courent dans les veines du peuple mapuche sont toujours menacées. Par les préjugés et la discrimination. Par la négation du droit d'un peuple d'exister.

Cette recherche d'une vie bonne, pourquoi ne serait-elle pas aussi la quête, la vie et l'espérance de tout un pays?

Par des mégaprojets miniers et des lois abusives. Une vieille femme, un jour, me dit en regardant le lac artificiel créé par un barrage hydroélectrique : « Dans le fond se trouvent nos ancêtres, nos arbres fruitiers et nos plantes médicinales. Croient-ils que nous sommes des baleines pour inonder nos terres de la sorte? » On peut entendre des propos semblables concernant les ressources de la mer que la pêche industrielle a presque épuisées, de la terre rendue improductive à cause des mégaplantations de pins et d'eucalyptus, et de tant d'autres choses.

Combien de fois ai-je entendu les plaintes des anciennes au sujet de l'usurpation de leurs terres? La rage des jeunes contre le modèle capitaliste qui leur vole leur âme et leur identité? À cette douleur s'ajoute celle de la répression policière quand les Mapuches osent s'exprimer sur la place publique. La dépossession et l'humiliation qu'ils ont vécues il y a 130 ans, quand l'État chilien s'est approprié leurs terres,

sont encore très vives dans la mémoire de ce peuple. C'est, en grande partie, la cause principale de leur situation de pauvreté actuelle¹. Aujourd'hui, les accusations de terrorisme contre les Mapuches servent les intérêts des grandes entreprises forestières, hydroélectriques et minières qui convoitent le territoire où ils vivent. Elles servent également à jeter le discrédit sur les revendications sociales et politiques des Mapuches, fondées sur le principe de *Küme Mongen*, notamment : la reconnaissance constitutionnelle du peuple mapuche, la restitution de terres, afin de vivre d'elles et en relation avec elles, l'autonomie et le droit de décider de son destin.

Ces demandes et recherches d'une vie bonne, pourquoi ne seraient-elles pas aussi la quête, la vie et l'espérance de tout un pays? De nous tous? Comme société, ne cherchons-nous pas aussi ce « bien-vivre »? Nos frères et sœurs mapuches nous encouragent à embrasser cette manière de concevoir la vie et à résister à l'invasion d'une culture marchande qui tend à tout transformer en marchandises : les choses et les êtres, les relations entre nous, avec la terre et avec Dieu. Si nous dépassons nos préjugés et nous nous reconnaissons, au Chili, comme une société plurielle et multiculturelle, peut-être alors serions-nous capables de découvrir la richesse de ce peuple. Nous pourrions enfin comprendre la quête de reconnaissance, de terres et d'autonomie qui l'habite, qui n'est autre chose que le désir d'un peuple d'exister. C'est seulement en nous considérant comme une société dans laquelle vivent plusieurs peuples, avec leur histoire, leur langue et leur cosmovision propres que nous serons en mesure de construire un pays plus fraternel. ●

L'auteur est responsable de la communauté jésuite de Tirúa, au Chili

1. Jusqu'à la mal nommée Pacification de l'Araucanie, en 1880, le peuple mapuche possédait de vastes terres cultivées et le plus grand cheptel du Chili.



L'ENTRE-MONDES

Je vieillis, j'accumule les morts autour de moi, de plus en plus moisi, de moins en moins moi.

Quand on part, on n'a plus l'envie d'ici. Parce qu'on n'est déjà plus là, en cette dimension que l'on doit quitter. Un ami, fort conscient de sa mort prochaine, disait : si la vie peut parfois être partagée entre vivants, la mort, elle, ne se partage pas, même avec ceux qu'on aime le plus. Il y a une unification de soi, une insécabilité de sa propre personne, hermétique aux plus proches, qui fait peut-être qu'on n'a jamais été autant soi-même alors même qu'on est assuré de ne plus pouvoir être. Et cela fait peur à ceux qui restent. La vie est sourde à la mort, aveuglée par ce dont elle refuse d'être concernée.

Pour ne pas avoir à mourir, il aurait fallu ne pas naître. Telle n'est pas notre liberté. Et s'il y a une liberté, elle est intraitable, elle est le privilège d'une déesse qui se passe de tous les petits dieux que nous nous croyons être. Dans cet univers de matière si efficace qu'elle nous efface, nos idées en carton-pâte et nos sentiments fugitifs constituent notre réalité célibataire à jamais. Et s'il nous reste une vérité plus vraie, c'est notre solitude seule, celle enceinte de notre mort, qui pourra nous sauver de la vie.

Le monde des humains est si terriblement précaire que l'on peut aisément comprendre pourquoi ils se sont inventés des dieux pour les aider à se supporter eux-mêmes. La foi n'est sans doute que l'aveu de notre propre faiblesse lancé à tout ce qui dépasse notre

condition et notre conditionnement. Cet aveu, on peut aussi l'appeler prière. Et il n'est aucune prière qui n'ait inversé la rage d'exister en l'espoir d'un autre âge, en souhait d'un autre temps, y compris en ce vœu élémentaire de ne plus dépendre d'aucun temps, donc d'être mort à nos misères ou d'être mort tout court.

Des fois il fait beau et nous pleurons, des fois il pleure et nous rayonnons. Des fois nous sortons de la loi obligée, des fois nous entrons dans l'insoupçonné. Des fois il n'y a plus aucune foi de fiable. Cette tristesse de l'humanité qui ne sait jamais quoi et comment faire pour être autrement que soif même. Chaque jour est trop long, trop platement interminable pour l'infini d'une seconde incomprise des horloges. Le ou la pendule du cœur ne marche qu'au sang donné à l'amour pour qu'il tente malgré tout de poursuivre. Qui peut se permettre de ne pas imiter le soleil? Mais trop souvent nous brûlons nos trop proches et nous faisons tourner ceux qui ne brûlent pas.

Depuis le soleil, la vie est une prison où les merles chantent, où la lune blanchit et où il faut se libérer avant d'en sortir. C'est ainsi que l'âme se fait perce-peau, le cœur un crocus violet, l'esprit un busard circonvolant, le passé une jonquille cendrée et le présent un reflet stellaire qui nous accorde, parfois avec indulgence, de traverser la nuit de l'avenir. Nous ne sommes là que pour faire vivre la vie, faire mourir la mort avec notre ignorance naïve et nos paroles lacunaires. Nous ne sommes ici que pour passer le passage, dépasser la révolte contre l'incompréhensible. Éternellement il n'y a rien à expliquer; simultanément rien à prouver. Seulement un souffle

qui nous modèle, module et démode dans un jeu de silence et de fureur, dans un feu de clameur et d'étouffement, dans ce peu de temps qui nous pousse à inventer l'infini, juste par peur du fini et manque de génie.

Vue d'avion, organique réalité en mouvements arrondis, la Terre semble déjà plus acceptable. Combien plus ahurissante quand elle est perçue de plus haut. Laissons le ciel descendre en nous pour nous déraciner de notre glaise et nous reconduire vers la franchise de nos poussières cosmiques. Il n'est aucune expérience extérieure qui ne renvoie à une expérience intérieure. La perspective que donne le fait d'avancer en âge s'avère celle de vivre de plus en plus simplement et sans assurance-soi-même. J'acquiesce à la lenteur physique pour me détacher de la vitesse sociale obligée. Je corrobore même l'immobilité pour favoriser un nomadisme naturel de l'esprit. Je me dissocie plus facilement de mes écartèlements psychiques pour mes présence sans redevances au passé ou à l'avenir. Je ne compte plus sur ceci ou cela, je décompte, par la beauté du moins, vers cet idéal étrange qu'est le zéro. Toute perte d'objectif assumée va avec une annihilation consentie du subjectif. À condition de n'y voir ni répit ni dépit, cela avoisine l'accomplissement primal.

Même les paupières closes, je vois le soleil incarnat. J'imagine alors un livre à lire les yeux fermés. À partir de notre nuit intime. Avec quelques persistances rétiniennees comme seuls éclairages. Et aussi avec cette question récurrente: que peut-on retenir de ce monde pour traverser les jours restants? ●

Photo: Gabor Szilasi

Cap sur la décroissance



Raphaëlle de Groot, *Collections*
(fragment *Causeuse*), 2012

CATHERINE CARON

Il faut une certaine audace pour proposer un dossier sur la décroissance à l'heure où la précarité et le chômage guettent de plus en plus de personnes, et que la majorité de la population subit les conséquences de politiques d'austérité injustes et délétères. Mais la décroissance est un thème familier aux lecteurs et lectrices de *Relations*, qui l'ont croisé sous différents aspects au fil des années, parfois de manière explicite – pensons au texte de Paul Ariès, «La décroissance en débat» (n° 699, mai 2005) –, souvent de manière indirecte, à travers des réflexions sur un nouveau modèle de société que la crise écologique impose, ou encore sur la nécessaire réappropriation politique du territoire.

Parler de décroissance, c'est en effet parler du changement de cap nécessaire pour que la vie humaine soit encore possible un jour sur cette planète. La Terre ne supporte simplement plus tous les excès de nos sociétés gloutonnes, égoïstes, gaspilleuses, voire décadentes, oublieuses de l'instinct et de l'intelligence qui ont permis aux êtres humains de ne pas mettre en péril leur milieu de vie jusqu'ici. Devant cela, la décroissance s'offre non pas comme projet mais plutôt comme principe moteur en vue de rendre possible la transformation de nos sociétés, leur refondation sur la base d'une nécessaire sobriété s'appliquant à tous – à ne pas confondre avec l'injuste austérité actuelle –, et d'une relation de respect à réinventer entre les humains et

« Non seulement on peut vivre mieux en travaillant moins et en consommant moins et autrement, mais cette limitation volontaire et collective de la sphère de la nécessité permet dès à présent, et permet seule, une extension de la sphère de l'autonomie, c'est-à-dire de la liberté. »

ANDRÉ GORZ, *ECOLOGICA*

la nature – plutôt que le modèle de prédation et de pollution qui fait des ravages.

Un chemin naturel nous a conduits au présent dossier, jalonné d'étapes significatives avec la publication de « L'urgence écologique » (n° 699, 2005), « La Terre aux abois » (n° 721, décembre 2007) et « Des voies pour réinventer l'économie » (n° 741, juin 2010), notamment. Un chemin tracé d'avance en quelque sorte: nous allons aborder un jour ou l'autre le thème de la décroissance, mais le faire aujourd'hui n'a pas tout à fait le même sens que si nous l'avions fait avant.

C'est que les récentes négociations sur le climat aux Nations unies – dans une révoltante impasse – et la crise financière de 2007-2008 ont changé la donne. Bien des vies basculent, et les populations du Nord goûtent à leur tour à une médecine éprouvante, prescrite jusqu'ici davantage aux pays du Sud. La croissance économique reste un impératif pour les élites politiques et économiques qui ne pensent qu'à ajouter des rails au-devant du train fou du capitalisme, feignant d'ignorer sa destination finale et ne comprenant pas qu'il faille changer non seulement de véhicule, mais aussi de direction.

Un groupe réunissant des chercheurs et des militants au Forum social mondial thématique de Porto Alegre, en janvier 2012, avant la Conférence des Nations unies sur le développement durable 2012 (dite Rio+20), résumait ainsi la situation: « Aujourd'hui, face à une crise encore plus profonde et complexe, le capitalisme lance une nouvelle attaque qui combine les mesures d'austérité du consensus de Washington – comme nous pouvons le voir en Europe – avec une offensive pour trouver de nouvelles sources de croissance et de profits à travers, en particulier, l'« économie verte ». Si le capitalisme a toujours été basé sur l'exploitation du travail et de la nature, cette dernière phase d'expansion capitaliste cherche à tirer profit de l'attribution d'une valeur monétaire aux capacités essentielles de la nature à donner la vie. »

Ainsi, l'économie verte devient la panacée, avec la bénédiction scandaleuse du Programme des Nations unies sur l'environnement. Celle-ci ne se résume pas à rendre plus « verts » les produits et les modes de production, de trans-

port, etc. Après la marchandisation des ressources naturelles et de la biodiversité, elle donne l'assaut final au bien commun en ambitionnant de donner un prix aux « services environnementaux et écosystémiques » gratuits que la nature nous rend. Cette avancée dans la « mise à prix » de la nature implique de nouveaux droits de propriété privée sur les biens naturels, des « services » naturels mis en concurrence, ainsi que des marchés, fonds d'investissement et spéculateurs qui salivent devant les nouvelles perspectives qui s'ouvrent à eux. La Fondation David Suzuki, ici au Québec, est de ceux qui s'engouffrent dans cette approche en nous apprenant, par exemple, que les biens et services écologiques que procure la Ceinture verte du Grand Montréal valent 143 millions de dollars...

La nature est gratuite, vitale et d'une valeur *inestimable*. Croissance oblige, il faudrait que ça cesse et qu'on la coince définitivement dans les colonnes comptables sans voir que c'est là le plus sûr moyen de la dénaturer. Vendue à des populations paupérisées et fragilisées par la crise cherchant la moindre perspective d'emploi, cette vision de l'économie doit nous alarmer sur l'ampleur de la crise de valeurs que traversent nos sociétés, d'autant que s'y juxtapose la privatisation croissante des biens et services publics. Si on n'y prend garde, ce processus nous privera toujours davantage de notre capacité de penser autrement – et donc de transformer – la vie, le travail, la nature, le bien commun et le lien vital qui nous unit aux écosystèmes. Plus que jamais, cette phase du capitalisme rend urgente et incontournable la révolution que contient en germe l'idée de la décroissance telle qu'elle se déploie en ces pages et qui est tout le contraire du déclin civilisationnel que signifie la fuite en avant actuelle. Nous nous faisons porteurs des possibilités, des questionnements et des exigences qui accompagnent cette idée, ainsi que des horizons qu'elle ouvre en vue de réinventer notre façon d'exister en tant qu'humanité. ●

Rompre avec la croissance, remettre le monde à l'endroit

Sans proposer un projet politique défini, les mouvements pour la décroissance partagent un horizon commun : celui d'une société plus écologique et plus juste, libérée de l'idéologie de la croissance et du capitalisme technicien.

LOUIS MARION

Plutôt qu'un concept scientifique, la décroissance, c'est le cri de ralliement de divers courants de pensée politique et écologique radicaux qui sont critiques du mode de reproduction matériel actuel de la société et qui tentent de penser une alternative et une transition vers un monde plus écologique et plus juste.

En tant qu'horizon politique, la décroissance réfère à un ensemble d'idées et de valeurs permettant de fonder des pratiques émancipatrices ciblant les problèmes essentiels

qu'affronte l'humanité, c'est-à-dire les crises écologiques et sociales causées par notre mode et notre échelle de production ainsi que par notre consommation croissante de ressources limitées et fragiles.

Face à la crise sociale, anthropologique et environnementale provoquée par les nuisances du capitalisme, du productivisme et des révolutions industrielles, la décroissance ne cherche pas à réconcilier l'économie capitaliste et l'écologie, ni la justice sociale avec l'efficacité. Il ne s'agit plus de faire des compromis avec l'économie, de justifier la pollution en fixant des taux acceptables, mais plutôt d'abolir à la racine la logique d'une civilisation économiciste qui s'acharne à reproduire ses déchets industriels.

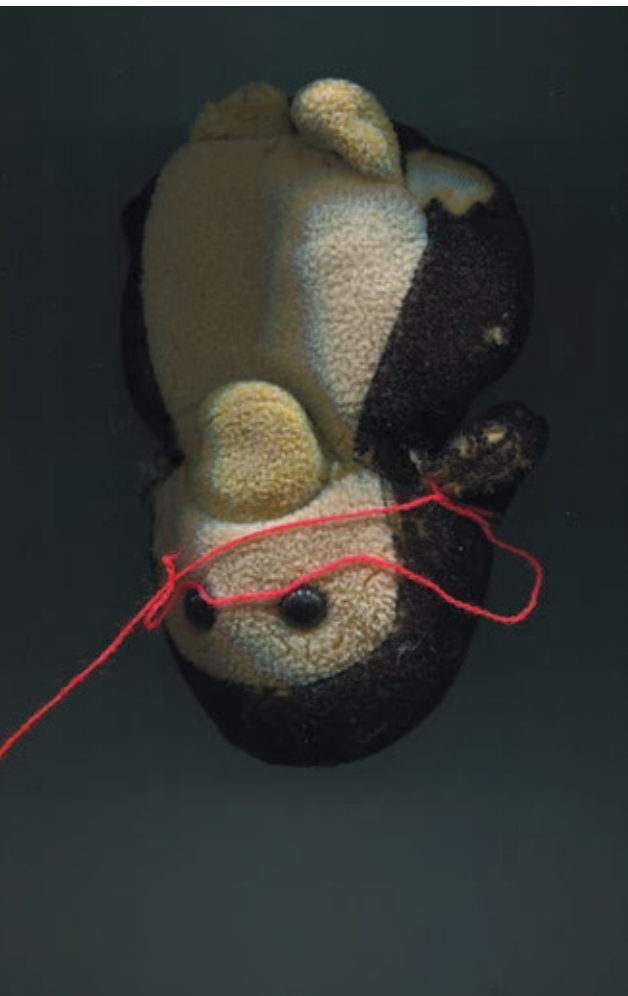
Les objecteurs de croissance ne visent pas la récession ; ils remettent en question la place qu'occupe l'économie en tant que représentation idéologique dominante qui légitime son autonomie désastreuse par rapport à la société, détachée des besoins réels et de toute responsabilité normative et collective. Quand les marchés non imputables parlent, tous doivent se taire et obéir religieusement aux diktats des affaires. Serge Latouche parle ainsi d'« a-croissance » avec le *a* privatif pour expliquer que les objecteurs sont des athées de la croissance ; ils ne veulent pas tout faire décroître, mais ils répudient ce dogme selon lequel la croissance du PIB est la solution à tous nos problèmes. Ils rejettent l'imaginaire social qui cautionne cette tutelle de la logique marchande et technologique sur l'ensemble de la société. Il s'agit d'une émancipation vis-à-vis de la logique économique productiviste et son idéologie de la croissance, du toujours plus, comprise à tort par certains économistes comme condition *sine qua non* du bonheur collectif.

Les idées que prônent aujourd'hui les objecteurs de croissance trouvent leur origine dans plusieurs disciplines et chez plusieurs auteurs des XIX^e et XX^e siècles.

Au XIX^e siècle, certains penseurs s'inquiètent déjà des conséquences d'une croissance infinie et des dangers du développement industriel, notamment le socialiste ukrainien Sergei Podolinski. D'autres, comme le géographe allemand Ernst Friedrich, ont réfléchi au problème du pillage des ressources finies, alors que certains, pensons à l'écrivain, poète et peintre préraphaélite britannique William Morris, faisaient déjà à cette époque une critique de l'idéologie du progrès technique.

Au XX^e siècle, l'écologie radicale et la critique philosophique de la technique deviennent d'importants affluents théoriques à ce qui se nomme aujourd'hui la décroissance. Mentionnons ici le travail d'André Gorz, qui a renouvelé l'écologie politique en France, ou encore celui de Jacques

L'auteur est philosophe, essayiste, conférencier et membre de plusieurs collectifs, dont le Mouvement québécois pour une décroissance conviviale et le Groupe de recherche d'intérêt public de l'UQAM



Raphaëlle de Groot, Collections (fragment Premier soir chez une gardienne), 2012

Ellul et d'Ivan Illich, qui ont fait une solide critique de la technologie, parmi bien d'autres qui arment théoriquement les objecteurs de croissance contemporains contre les nuisances du productivisme et les mettent en garde contre les sirènes du développement durable. À cet égard, le rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance¹, publié en 1972, marque un autre jalon important.

En somme, la décroissance n'est pas la chasse gardée d'une spécialité académique, puisque ses sources appartiennent à la fois à la physique, à la géographie, à l'économie, à l'écologie, à la philosophie et à la sociologie.

UN HORIZON POLITIQUE

Devant la fragilité du monde accentuée par la croissance des échanges marchands, les objecteurs de croissance proposent de réduire l'impact de l'activité humaine sur la biosphère. Ils veulent faire décroître notre pression sur les écosystèmes en vue de garantir l'équilibre et la possibilité, à long terme, de la vie humaine sur Terre.

Pour ce mouvement, ce sont avant tout les inégalités sociales et notre empreinte écologique qu'il s'agit de faire décroître, afin d'éviter l'accélération d'une décroissance déjà en marche et aux terribles conséquences: celle de la biodiversité, de la fertilité des sols et de la banquise arctique, entre autres.

Dans cette optique, le « projet » politique des objecteurs de croissance vise une relocalisation de la production matérielle. Il s'agit de développer des sources d'énergie propre, des infrastructures écologiques et des circuits de production, de distribution et de consommation courts, c'est-à-dire qui n'exigent pas de longs transports et une utilisation abusive d'énergie. Par exemple, en favorisant la souveraineté alimentaire plutôt que la dépendance aux produits importés, on dynamise les circuits courts. Une telle pratique permet de diminuer notre empreinte écologique parce qu'elle renonce à une multitude d'étapes intermédiaires énergivores entre la production et la consommation des produits de la terre.

Il ne s'agit pas de culpabiliser le consommateur, mais de choisir d'autres règles que la surproduction et la surconsommation qu'exige le capitalisme: construire une société où l'on ne se demande pas seulement *qui* produit et *comment on produit*, mais *qu'est-ce qui vaut la peine d'être produit*, une société où la marque de notre voiture, de nos vêtements ou de notre téléphone portable ne sont pas des caractéristiques définissant notre identité.

Parmi les alternatives que les objecteurs souhaitent instaurer à la place de l'économie actuelle, il y a, pour les échanges, l'utilisation de monnaies locales que l'on ne pourrait thésauriser et qui pourraient servir à échanger des biens produits localement et faits pour être réparables

Le mouvement de la décroissance au Québec

SERGE MONGEAU

Depuis quelques années déjà on parle de décroissance en France. Au Québec, le concept a intéressé quelques personnes, notamment au sein de la mouvance de la simplicité volontaire, qui ont décidé de former un groupe de réflexion pour ensuite prendre position publiquement sur le sujet. C'est en 2007, après un peu plus d'un an de travail, qu'a été rendu public le *Manifeste pour une décroissance conviviale*. Évidemment, les discussions du groupe s'alimentaient des nombreux textes qui arrivaient de France. Dans la foulée de la publication du *Manifeste* est né le Mouvement québécois pour une décroissance conviviale (MQDC), qui s'est donné deux principaux objectifs: d'une part, « provoquer dans la population du Québec la prise de conscience de l'impossibilité de poursuivre la croissance économique » et, d'autre part, « travailler à la mise en place d'une société équitable, autonome, solidaire et frugale ». Depuis sa fondation, le MQDC est animé par un collectif d'une dizaine de personnes

et compte une liste de 700 sympathisants, qui reçoivent chaque semaine une infolettre électronique. Un petit groupe existe aussi à Québec, qui fournit à ses membres des occasions de réflexion, notamment par le biais d'un site Web bien alimenté en textes divers.

Afin de poursuivre son objectif de sensibilisation à la nécessité d'abandonner l'idée d'une croissance économique continue qui mène à l'impasse, le mouvement a par ailleurs mis sur pied un journal trimestriel, *L'Objecteur de croissance*. Ce journal, qui vient d'achever sa courte vie, sera remplacé par le blogue <wolesmoteurs.net>, un projet né d'une collaboration avec le Réseau québécois pour la simplicité volontaire et le Réseau Transition Québec. Le MQDC a aussi organisé quelques manifestations pour dénoncer des événements et des projets qui incarnent bien la société de consommation et le capitalisme sauvage: le Grand Prix de Formule 1 de Montréal et le Plan Nord de Jean Charest. À cela s'ajoutent des projections de films, des clubs de lecture, des conférences, etc. Le mouvement est aussi souvent sollicité pour des conférences dans les cégeps et ailleurs.

En parallèle, et en collaboration avec des membres du MQDC, des colloques universitaires ont également été organisés pour approfondir la réflexion sur la décroissance: l'un aux HEC, en mai 2009, sur les différences entre décroissance et développement durable¹; l'autre, en mai 2012, en

et recyclables en utilisant une énergie propre et renouvelable. Mais l'objectif n'est pas d'avoir de l'énergie propre pour continuer de produire des choses « sales ». Il s'agit de préparer la décroissance des forces productives industrielles au profit de l'autoproduction et du partage de biens durables, réparables et recyclables.

Les objecteurs militent pour le remplacement de l'automobile par le transport actif (marche, vélo, etc.) ou en com-

Pour ce mouvement, ce sont avant tout les inégalités sociales et notre empreinte écologique qu'il s'agit de faire décroître, afin d'éviter l'accélération d'une décroissance déjà en marche et aux terribles conséquences.

mun, pour la permaculture urbaine, la gratuité des services publics et la possibilité de ne plus dépendre de la grande industrie pour l'approvisionnement énergétique, grâce à l'installation de petites éoliennes, par exemple. Pour respecter les contraintes liées aux gaz à effet de serre dans notre atmosphère, il s'agit aussi d'utiliser des ressources renouvelables et d'adopter d'autres mesures de bons sens

1. *The Limits to Growth*, aussi appelé « Rapport Meadows », a été traduit en français sous le titre *Halte à la croissance?*

2. S. Latouche, « La décroissance : un projet politique », *Entropia*, n° 1, 2006.

collaboration avec les quatre universités de Montréal, avait pour thème « la décroissance dans les Amériques ». En mai dernier, encore aux HEC, a eu lieu un troisième colloque, celui-ci sur l'utilisation des richesses collectives au Québec. Dès septembre prochain, un cours de niveau maîtrise sur la décroissance sera offert aux étudiants des HEC.

Pour atteindre son second objectif, la mise en place d'une société « équitable, autonome, solidaire et frugale », le MQDC est à la recherche de moyens pour favoriser une certaine désurbanisation. Et pour aider concrètement à la naissance d'alternatives communautaires, il a contribué au lancement du mouvement des villes en transition au Québec².

Si le changement social se fait par en bas, il se fait aussi par l'action politique. En France, l'idée d'intervenir sur le plan politique ne remporte pas l'adhésion de tous les partisans de la décroissance. Certains préconisent la formation d'un Parti de la décroissance, d'autres s'y opposent sans pour autant nier l'importance de l'action politique. Au Québec, quelques membres du MQDC ont décidé de s'impliquer dans Québec solidaire pour y faire cheminer l'idée

1. Les actes de ce colloque ont été publiés sous le titre *Décroissance versus développement durable*, sous la direction d'Yves-Marie Abraham, Louis Marion et Hervé Philippe, Montréal, Écosociété, 2011.

2. Lire I. Séguin Aubé, « Le mouvement des villes en transition », *Relations*, n° 741, juin 2010.

du même type, pourtant si difficiles à mettre en œuvre aujourd'hui sous l'hégémonie des critères économiques capitalistes.

La gauche sociale-démocrate est également critiquée et remise en question par les objecteurs de croissance, principalement parce qu'elle ne rejette pas forcément l'idéologie de la croissance et du progrès technique. Comme l'exprime Serge Latouche : « Remettre en cause la société de croissance implique de remettre en cause le capitalisme tandis que l'inverse ne va pas de soi² ». Entrer dans une logique de décroissance implique en effet la décroissance des forces productives, ce qui est forcément contraire à la logique du capitalisme. En revanche, on peut chercher à obtenir un contrôle collectif des moyens de production sans réfléchir à la nocivité de l'appareil de production lui-même, ce qui ne cadre pas dans la logique de la décroissance.

Bon nombre d'arguments des objecteurs de croissance s'articulent ainsi autour de la critique du développement durable. L'application de solutions techniques à nos grands problèmes industriels a en effet ses limites, « puisqu'on aura beau avoir un appareil productif moins polluant et moins consommateur de ressources, si la production et la consommation continuent de croître – comme c'est le cas lorsqu'il y a croissance –, le système continue globalement à être de plus en plus néfaste pour l'environnement », comme l'expliquait Stéphane Lavignotte dans un entretien

de la décroissance. Ils ont profité de l'ouverture de ce parti aux « clubs politiques » et ont formé le Collectif décroissance conviviale, qui, sans liens formels avec le MQDC, travaille à la diffusion dans le parti de l'idée de la décroissance. Le programme de Québec solidaire, issu d'un long processus démocratique, montre bien que cette idée y fait son chemin : « La croissance économique doit cesser d'être considérée comme un objectif en soi. Tout en favorisant un développement qui permet d'améliorer le bien-être collectif et d'assurer le plein respect des droits de toutes et de tous, Québec solidaire prendra des mesures immédiates d'ordre juridique, réglementaire, fiscal ou autres pour décourager la surproduction, la surconsommation, le surendettement et toute autre activité non viable à long terme. En ce sens, nous accorderons moins d'importance à l'indicateur du Produit intérieur brut (PIB) et valoriserons des indicateurs alternatifs tenant compte des externalités sociales et environnementales causées par l'activité économique. »

Partout dans le monde, de plus en plus de gens reconnaissent la nécessité de remettre en question la croissance économique et le système productiviste à sa base. Le changement de paradigme qui s'impose ne surviendra pas du jour au lendemain ; le MQDC entend bien continuer à s'impliquer dans la recherche des moyens les plus adéquats pour mener à bien cette transition.

accordé à la *Revue internationale des livres et des idées*, en mai 2010. Dans un système qui reproduit la croissance, ce que l'on gagne avec l'efficacité technique est aussitôt perdu avec l'augmentation de la consommation globale. Par exemple, la voiture économe en essence permet de s'en servir plus souvent ou d'aller plus loin et, au final, il n'y a pas de gain dans l'économie d'énergie.

QUELS MOYENS POLITIQUES?

Dans ce contexte, peut-on identifier les moyens d'action nécessaires à une transition sociale vers un mode de vie soutenable à long terme pour les écosystèmes dans leur

qui tous souhaitent remettre en question la folie du toujours plus et l'emprise démesurée du système économique. Bref, ils s'entendent sur la nécessité de questionner la valeur des normes et des institutions qui structurent et conditionnent nos manières de vivre, de travailler, de parler, de manger, etc., mais beaucoup moins sur le statut qu'il faut donner à l'État, à l'économie et au travail dans ce changement civilisationnel nécessaire à la reconnaissance des limites et de la contingence fragile du monde.

Malgré ces divergences, une certaine approche pragmatique s'est imposée chez plusieurs militants qui, d'une manière générale, conçoivent leur engagement comme appartenant à trois dimensions de la reproduction sociale: la sphère privée, où il s'agit de suivre les conseils des «sages»

et de pratiquer la simplicité volontaire pour ne pas se rendre esclave des choses ni de l'envie suscitée par une société consumériste; la sphère collective, où il s'agit d'organiser des alternatives concrètes (mouvement des villes en transition, permaculture urbaine, etc.); et la sphère étatique, où il s'agit de prendre le pouvoir, de l'influencer ou de le déconstruire d'une manière non violente.

Cette diversité des approches est d'autant plus grande que la décroissance est un mouvement international qui possède des adeptes et des penseurs dans plusieurs pays. Mais peu importe le lieu ou la langue, il s'agit toujours en définitive de s'émanciper vis-à-vis de l'imaginaire économique dominant de la croissance quantitative des biens et services marchands, encore considérée socialement presque partout comme la condition nécessaire à la satisfaction des besoins humains et à la réalisation de la justice.

À l'ère de la mondialisation des problèmes sociaux et écologiques, le moment semble donc venu de commencer à juger notre histoire et le progrès lui-même, pour reconnaître avant qu'il ne soit trop tard les conséquences aujourd'hui néfastes de nos anciennes réussites. L'Occident n'a pas eu raison sur tout et doit désormais abandonner certaines de ses croyances concernant un progrès technique illimité, qui serait nécessairement émancipateur, pour laisser les peuples exister librement. Car il n'y a plus d'avenir dans la nuit sans étoiles de la dévastation économique infinie. Il n'y a plus que l'appauvrissement du monde par la technologie et l'économie marchande. ●



Raphaëlle de Groot,
Collections (fragment
Entrepôt 1), 2012

diversité? Les objecteurs de croissance (du moins dans le monde francophone) semblent partager une critique radicale de la société actuelle et ont plusieurs idées pour l'organisation écologique solidaire, mais les moyens politiques de cette transition trouvent encore difficilement leur condition sociale de réalisation, et ce, malgré la crise. C'est pourquoi il y a toujours débat sur les moyens. Certains misent sur le caractère «pédagogique» des catastrophes naturelles pour ramener l'être humain à plus d'humilité et de simplicité. D'autres pensent qu'il est temps de fonder des partis politiques «décroissantistes», d'autres encore que la décroissance ne peut être une initiative de l'État imposée «par en haut». Le spectre est donc large: il y a des républicains, des humanistes, des écosocialistes, des anarchistes

En finir avec l'homo œconomicus

Notre manière de vivre et de concevoir l'économie se nourrit de fausses évidences. D'où la nécessité de déconstruire certaines vérités établies pour réinventer les fondements de la vie collective.

YVES-MARIE ABRAHAM

La décroissance est d'abord un slogan révolutionnaire, un appel à rompre de manière radicale avec notre modèle de société, jugé destructeur, injuste et aliénant, dans le but d'inventer de nouvelles façons de vivre ensemble qui soient écologiques, égalitaires et émancipatrices.

Une telle invention présuppose, entre autres conditions de possibilité, un travail de « décolonisation de notre imaginaire ». Par cette expression inspirée des idées de Cornelius Castoriadis, l'économiste Serge Latouche désigne la nécessaire remise en question d'un certain nombre d'« évidences », qui non seulement rendent possible notre monde actuel, mais nous empêchent d'en concevoir un autre qui soit plus souhaitable¹.

La publicité, le crédit et l'idéologie libérale, relayés notamment par les médias de masse, contribuent à faire de nous ces animaux « croissancistes » dont le capitalisme a absolument besoin.

Pour en arriver à couper la tête de Louis XVI et tenter d'en finir avec la monarchie, les révolutionnaires français ont probablement eu besoin de se libérer de l'idée que le roi était investi par Dieu et que sa présence était indispensable à la bonne marche du monde. De même, pour oser sortir de la course à la croissance, il convient de se débarrasser de certaines convictions qui nous la font paraître inéluctable.

UN DOGME À DÉBOULONNER

La plupart des défenseurs de la croissance, mais aussi une bonne partie de ses critiques, notamment écologistes, considèrent en fait, de manière implicite, que la croissance est inscrite dans la nature de l'être humain. Pour eux,

comme pour Adam Smith il y a plus de deux siècles, les humains sont des animaux qui cherchent sans répit à améliorer leur sort. La croissance économique et le progrès technologique sur lequel elle s'appuie ne sont donc jamais que la conséquence de cet impérieux désir.

Dans cette perspective, prôner une société de décroissance ne peut être que pure utopie. Chassez le naturel, il reviendra au galop! On n'arrête pas le progrès, tout simplement parce qu'il est l'expression d'un besoin humain fondamental. S'il faut protéger la planète contre certaines « externalités négatives », réglons ou orientons la croissance. Et si cela ne suffit pas, réduisons le nombre d'humains vivant sur Terre... Mais il est vain, et dangereux, de penser que l'on puisse aller contre le désir d'améliorer sa condition.

Force est de constater, à la lumière d'un tel point de vue, que nous nous comportons en effet très souvent comme si nos besoins étaient illimités. Peut-on en déduire qu'il s'agit d'un trait de la « nature humaine »? Bien des anthropologues et des historiens le contestent. Citons Max Weber, par exemple, qui écrivait: « L'homme ne désire pas "par nature" gagner de plus en plus d'argent, mais [...] désire, tout simplement, vivre selon son habitude et gagner autant d'argent qu'il lui en faut pour cela². » Ou encore Marshall Sahlins, qui précise dans un texte fameux sur les sociétés primitives: « Les chasseurs-collecteurs n'ont pas bridé leurs instincts matérialistes; ils n'en ont simplement pas fait une institution³. »

Pour ces chercheurs, le souci d'améliorer continuellement son sort est la conséquence de notre modèle de société « croissanciste » et non pas sa cause. Unique dans l'histoire de l'humanité, cette course sans fin à la production de marchandises dans laquelle nous sommes collectivement enrôlés ne peut se perpétuer que si nous consommons ces marchandises – il s'agit d'éviter la surproduction, risque majeur de la « société bourgeoise », comme nous l'a enseigné Marx.

La publicité, le crédit et l'idéologie libérale, relayés notamment par les médias de masse, contribuent à faire de nous ces animaux « croissancistes » dont le capitalisme a absolument besoin. La « nature » n'y est pas pour grand-chose et, en tout cas, ne devrait pas constituer un obstacle à la création d'un monde sans croissance!

IL N'Y A PLUS DE TRAVAIL? PROFITONS-EN!

Autre argument opposé systématiquement aux objecteurs de croissance, autre évidence qu'il s'agit de questionner: la croissance est le seul moyen de résoudre le problème du chômage de masse et de réduire les inégalités au sein de nos sociétés. Cette justification se retrouve dans la bouche de tous nos responsables politiques, de droite comme de

L'auteur est professeur à l'École des hautes études commerciales de Montréal

1. S. Latouche, *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Paris, Mille et une nuits, 2004.

2. M. Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964, p. 61.

3. M. Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1976, p. 52.

gauche, ainsi que dans celle des dirigeants d'entreprise et des représentants syndicaux.

Pourtant, la corrélation entre la croissance et l'emploi est loin d'être parfaite. Soutenue par le développement du secteur financier et l'introduction d'une nouvelle génération de machines hyper-productives (électroniques/informatiques), la croissance n'a guère généré d'emplois en Occident au cours des dernières décennies. La formule

Concevoir la richesse autrement

Qu'est-ce que la croissance économique? C'est l'augmentation de biens et de services, ayant une valeur monétaire, produits par une population donnée. En d'autres termes, c'est l'augmentation de la production de marchandises. Cette production est mesurée sur le plan national par le fameux produit intérieur brut (PIB), un indicateur économique inventé pendant la Grande dépression aux États-Unis.

Les objecteurs de croissance ne considèrent pas la baisse du PIB comme un objectif en tant que tel. *Dé-croissance* est d'abord et avant tout un « mot-obus » (Paul Ariès), destiné à pulvériser l'idée selon laquelle une croissance économique continue serait la condition *sine qua non* du bonheur de l'humanité. De fait, toutes les enquêtes du genre le montrent : passé un certain seuil, la hausse du PIB n'a plus de corrélation avec une augmentation du sentiment de bien-être chez les membres de nos sociétés. C'est qu'il ne faut pas confondre richesse et valeur économique; une confusion savamment entretenue en Occident, au moins depuis la publication par Adam Smith de sa fameuse *Recherche sur les causes et la nature de la richesse des nations*, en 1776!

André Gorz en disait ceci : « Nous vivons avec l'économie capitaliste sous un régime où l'important, le but de toute activité n'est pas la création de richesses, c'est la création de valeurs, c'est-à-dire la création de choses échangeables et monnayables. Et ce qui n'est pas monnayable n'a pas de statut dans l'économie capitaliste : donc l'amour, l'affection, la solidarité, le soin pris de la nature, est éliminé par la rationalité de la "Valeur", la dictature de la "Valeur" » (entrevue donnée à l'émission « Les vendredis de la philosophie » de France Culture, le 14 octobre 2005).

Faire objection de croissance, c'est précisément en appeler à la préservation de tout ce que cette « dictature de la valeur » menace d'éliminer aujourd'hui, par amour pour la vie, souci de justice et volonté d'émancipation.

Y.-M. A.

d'Hannah Arendt semble plus que jamais d'actualité : « Ce que nous avons devant nous, c'est la perspective d'une société de travailleurs sans travail, c'est-à-dire privés de la seule activité qui leur reste. On ne peut rien imaginer de pire » (*Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983, p. 38).

Face à cette incapacité apparemment grandissante du capitalisme à créer de l'emploi, on peut certes s'engager corps et âme dans la « guerre des places », en se préparant du mieux possible à se battre pour des emplois de plus en plus précaires. Mais on peut aussi en profiter pour tenter de s'inventer une vie sans travail, c'est-à-dire sans la nécessité d'œuvrer « pour le compte d'un tiers, en échange d'un salaire, selon des formes et des horaires fixés par celui qui vous paie, en vue de fins que l'on n'a pas choisies soi-même » (André Gorz, *Adieux au prolétariat*, Paris, Galilée, 1980, p. 7). Il s'agirait en somme, désormais, non plus de libérer le travail du capital, comme le revendiquait le marxisme traditionnel, mais de se libérer du travail!

Pas facile, évidemment, d'en appeler à une telle rupture alors que le capitalisme a imposé le travail, au sens donné par Gorz résumé ci-haut, comme la principale médiation sociale de notre monde : ce que nous sommes et les relations que nous entretenons les uns avec les autres en dépendent étroitement. Pourtant, il faut rappeler que cette forme d'activité est une invention historique récente et que la place que nous lui accordons est tout à fait unique dans l'histoire de l'humanité. Par ailleurs, tenter de se libérer du travail ne signifie pas rechercher l'oisiveté. L'objectif est d'en finir avec l'obligation de gagner de l'argent pour vivre, en produisant des marchandises – des *valeurs d'échange*. C'est la production de *valeurs d'usage*, destinées à satisfaire directement nos besoins plutôt qu'à valoriser un capital, qu'il est question de réhabiliter. Autrement dit, il faut recommencer, collectivement, à produire nous-mêmes ce que nous consommons et à consommer ce que nous produisons. Ceci implique notamment d'avoir accès aux savoirs et aux moyens matériels nécessaires à cette « auto-production ». Leur privatisation et leur concentration entre les mains de quelques-uns doivent donc être remises en question. En ce sens, le projet socialiste n'a rien perdu de sa pertinence.

Dans la perspective d'une transition vers une société libérée du travail, on peut mesurer tout le potentiel d'un instrument tel que le revenu inconditionnel d'existence ou, mieux encore, la dotation inconditionnelle d'autonomie, soit la combinaison de droits de tirage sur des ressources essentielles (eau, énergie, terre...), de services publics gratuits et de moyens d'échange non thésaurisables. Au minimum, ces dispositifs rendent concevable et désirable une situation dans laquelle nous ne serions plus obligés, pour vivre, de vendre notre force de travail et, partant, de contribuer à la croissance économique. Ils nous aident à nous débarrasser de notre « travaillisme ».



QUEL PROGRÈS?

Troisième argument central en faveur de la croissance : elle conditionne le progrès scientifique et technique, et contribue de la sorte à l'amélioration de nos existences. Comment pourrait-on alors souhaiter la fin de la croissance? Comme les deux précédentes, cette évidence nécessite, elle aussi, d'être questionnée.

Tout d'abord, il faut bien admettre que les recherches scientifiques et les innovations techniques qui en constituent l'aboutissement s'orientent toujours plus en fonction de leur capacité à générer un profit, plutôt qu'à améliorer

L'emploi du mot *décroissance* participe de cet effort d'émancipation, dans la mesure où, contrairement à la notion de « développement durable », il entre en totale contradiction avec l'imaginaire capitaliste.

notre bien-être. Autrement dit, la technoscience ne se développe que dans la mesure où elle crée de la valeur et contribue à la croissance économique. D'où toutes ces situations scandaleuses dans lesquelles des humains en détresse sont laissés à eux-mêmes parce que leurs problèmes ne se prêtent pas à la mise en place de solutions économiquement rentables.

Quant aux innovations techniques qui s'imposent, ce n'est pas forcément parce qu'elles améliorent effectivement notre bien-être. C'est bien souvent parce qu'elles instaurent une relation de dépendance avec leurs utilisateurs, parce qu'elles deviennent incontournables. C'est ce qu'Ivan Illich appelait la situation de « monopole radical » (*La convivialité*, Seuil, 1973), typique des techniques de l'ère industrielle qui réduisent notre autonomie en

prétendant réduire notre labeur : on peut choisir sa marque de voiture, mais il est à peu près impossible de vivre sans voiture.

Enfin, ultime problème que posent ces techniques industrielles, à la fois effets et causes de la croissance : dès lors qu'elles sont devenues inévitables, elles tendent à être contre-productives, c'est-à-dire à produire l'inverse de ce qu'elles sont censées produire. La voiture, qui promettait de nous rendre plus mobiles et plus rapides, finit par nous ralentir et nous encombrer quand tout le monde ou presque en possède une. Les antibiotiques qui devaient nous protéger de certains micro-organismes finissent par rendre ceux-ci plus résistants, donc plus menaçants, à force d'être massivement utilisés.

Bref, et sans même parler de ses effets pervers sur le plan écologique, auxquels les économistes ont donné le nom d'« externalités négatives », ce fameux progrès technoscientifique n'améliore pas forcément notre bien-être. Bien difficile, dans ce cas, de l'invoquer pour justifier la quête de croissance économique.

Le capitalisme n'est évidemment pas qu'une affaire d'imaginaire. Il s'agit d'une forme de vie sociale bien réelle qui, fait unique dans l'histoire de l'humanité, est en passe de s'imposer partout sur la planète. On ne s'en débarrassera pas en modifiant simplement notre façon de l'envisager.

Le travail de décolonisation de l'imaginaire esquissé ici n'en reste pas moins indispensable pour rendre possible l'avènement d'une autre forme de vie sociale, à la fois différente et désirable. L'emploi du mot *décroissance* participe de cet effort d'émancipation, dans la mesure où, contrairement à la notion de « développement durable », il entre en totale contradiction avec l'imaginaire capitaliste. ●

Raphaëlle de Groot,
Collections (fragment
*Parfait pour faire de
la casse*), 2012

La décroissance : perspective du Sud

ALAN AINER BOCCATO-FRANCO*

L'auteur est membre
du Réseau brésilien
pour la décroissance

La décroissance appliquée à certaines régions du monde, en particulier aux pays du Sud, paraît proprement néfaste pour certains. La raison en est que cette notion s'oppose à une vision du développement économique – et du monde – largement répandue qui masque une réalité dévastatrice. Un des aspects de cette impasse planétaire est la surconsommation. En effet, la consommation d'une infime minorité de la population mondiale – concentrée dans les pays riches du Nord – a déjà provoqué des changements significatifs dans les écosystèmes de la planète, menaçant la reproduction de la société humaine. La généralisation d'une telle consommation à l'ensemble de la planète s'avère ainsi intenable. Cela implique, dans la perspective de la décroissance, de limiter sérieusement la consommation des (pays) riches pour permettre à la grande majorité de l'humanité l'accès au bien-être.

La déconcentration de la richesse et une meilleure redistribution de celle-ci est incontournable, et cela, au Sud comme au Nord. Le cas du Brésil est éloquent. La concentration du revenu y est d'une injustice flagrante : en 2011, le quintile des plus riches détenait 57,7 % du revenu national, tandis que le quintile des plus pauvres, à peine 3,5 %. La fortune des 49 Brésiliens les plus riches atteint 300 milliards d'euros, l'équivalent du revenu annuel de près de 90 % des ménages brésiliens (environ 57 millions de ménages)¹. Cette minorité richissime ne s'approprie pas seulement le revenu, mais aussi la propriété de la terre, le contrôle des médias, du marché de détail et du système politico-institutionnel, entre autres. Parler de décroissance, c'est donc remettre en cause cette concentration de la richesse et du pouvoir, et s'attaquer aux structures et à l'idéologie qui soutiennent le consumérisme et le productivisme irresponsables et générateurs d'exclusion.

Une autre dimension de la décroissance, comprise à partir du Sud, réfère à la redéfinition de la notion de *besoin*. Car celle-ci devrait être au centre des stratégies pour résoudre les problèmes auxquels font face les populations du Sud. Contrairement à la croissance, qui sert les besoins du système économique, la décroissance se préoccupe des besoins humains. Prenons l'exemple du transport urbain : dans la logique de la croissance, c'est la production et la vente d'autos qui sont considérées comme un « besoin

essentiel », puisqu'elles servent à faire rouler l'économie. Ainsi, de 2008 à 2011, le Brésil a produit en moyenne 2,5 millions d'autos par an; et cette production a été soutenue et stimulée par le gouvernement fédéral par le biais de réductions d'impôts, de taux d'intérêts favorables, etc. Dans la logique de la décroissance, c'est plutôt l'amélioration de la mobilité humaine qui est considérée comme le besoin essentiel. Revoir ainsi cette logique aurait des conséquences bénéfiques dans les pays du Sud où les besoins humains sont énormes.

Mentionnons d'autres aspects de l'approche de la décroissance qui concernent d'une manière prioritaire le Sud : la rupture avec la dépendance culturelle et économique à l'égard du Nord; la relocalisation de l'économie; la solidarité comme valeur centrale dans les relations humaines; la radicalisation de la démocratie dans le champ politique et social, mais aussi en rapport à la production, au système financier et aux marchés; la compréhension du marché comme un moyen et non une fin; l'autoproduction et l'échange de biens et services comme manière d'équilibrer le système socioéconomique.

Ces dimensions sont non seulement présentes dans les études sur la décroissance et les revendications des militants du mouvement, mais aussi dans la plupart des mouvements sociaux du Sud. Au Brésil, par exemple, il y a certainement convergence entre les tenants de la décroissance et ceux de l'économie solidaire, les paysans sans terre, le mouvement pour la permaculture et les écovillages, entre autres. La notion de *Buen Vivir* (« bien-vivre »), promue par les mouvements autochtones d'Équateur et de Bolivie, influence de plus en plus la façon d'envisager notre manière de nous rapporter au monde et à l'avenir. Il est clair que le mouvement de la décroissance se doit de faire alliance avec d'autres mouvements sociaux dans le but de créer une société nouvelle.

La décroissance possède une matrice de significations valable autant pour le Nord que pour le Sud. Sa singularité consiste à mettre au cœur des débats publics la non-viabilité du modèle productiviste et consumériste occidental. Sans prétendre être un modèle unique et généralisable, elle vise à ce que nos sociétés s'affranchissent d'une manière de vivre qui conduit à une impasse écologique et sociale.

* Avec la collaboration de Carlos Pereira da Silva, Mildred Gustack et Elimar Pinheiro do Nascimento.

1. Recoupement des données de *Forbes* et de *Pesquisa nacional por amostra de domicílios*, IBGE, 2011.

Ce que décroître veut dire

Comprendre ce qui doit décroître et ce qui doit grandir est essentiel pour concevoir le tournant que le Québec doit prendre dans le contexte de la crise écologique.

ÉRIC PINEAULT

Critiquer la croissance, c'est, dans un premier temps, souligner les limites des solutions économiques à la crise écologique actuellement mises de l'avant au Québec, pour ensuite envisager les conditions de possibilité d'une transition écologique radicale – et donc exigeante – autant sur le plan culturel que politique et économique. Une véritable transition implique une série de ruptures, non seulement avec le dogme de la croissance matérielle comme vecteur de progrès, mais plus largement avec le régime de propriété et le mode de consommation et de production qui caractérisent le capitalisme en tant que tel. Finalement, décroître veut aussi dire reconnaître l'existence d'autres types d'économies que cette économie capitaliste et les valoriser.

Or, pour plusieurs, inutile d'aller si loin! Tant à gauche qu'à droite, on pense que les approches qui vont du «capitalisme vert» au «keynésianisme écologique» permettraient d'amorcer une transition vers un autre modèle de croissance en évitant l'effondrement écologique que prédisent plusieurs scientifiques.

La plus sérieuse de ces propositions, le keynésianisme écologique, mise sur des politiques publiques structurantes, en particulier une taxe sur le carbone et des dépenses publiques élevées. Le keynésianisme écologique est certes anti-néolibéral, ce qui lui donne un air de radicalité, et il semble séduisant dans le contexte actuel qui voit notre économie s'enfoncer dans un cycle de longue stagnation renforcé par des politiques d'austérité. Mais il ne va pas jusqu'à rompre avec le capitalisme. Au contraire, une telle approche se présente comme capable de «sauver le capitalisme de lui-même». Par l'investissement public massif dans les technologies vertes et la reconversion écologique des infrastructures (industries, routes, parcs immobiliers), elle pourrait sortir l'économie du piège «stagnation/austérité» tout en évitant les conséquences sociales et écologiques négatives de ce régime. Au Québec, les projets d'électri-

fication des transports et de sortie de notre dépendance au pétrole sont des exemples types de cette approche.

Si elle n'est pas nécessairement contre certains projets de modernisation écologique, l'approche de la décroissance considère néanmoins que le keynésianisme écologique ne peut que différer pour quelque temps (des décennies, des années) l'inévitable effondrement d'un système économique basé sur la croissance illimitée dans un monde biophysique limité. Inévitable, la décroissance serait, dans cette perspective, l'horizon économique indépassable des sociétés humaines. Il s'agit alors de savoir comment elle s'imposera à nous : par un effondrement chaotique des civilisations à mesure que se détériorent les fondements

L'auteur est professeur
au Département de
sociologie de l'UQAM



Raphaëlle de Groot,
Collections (fragment
Hérité de mon père), 2012

écosystémiques de nos sociétés, ou par une transition vers une économie plus conviviale qui réduit non seulement son empreinte écologique, mais aussi son emprise sur les rapports sociaux et la vie en général?

TROIS ÉCONOMIES

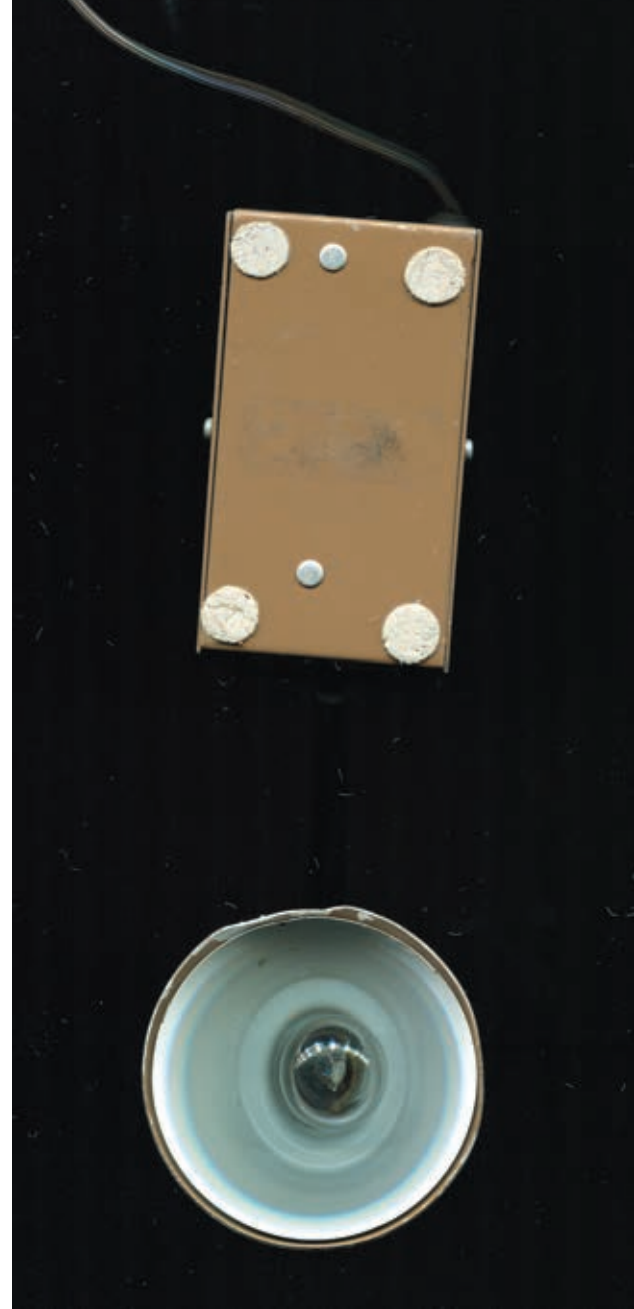
Mais d'abord, de quelle économie parlons-nous? L'économie qui doit décroître est celle qui prend la forme d'une *économie monétaire de production* (en l'occurrence capitaliste, mais qui pourrait être organisée selon d'autres modalités). C'est celle que mesure le PIB et dont nous sommes voués à assurer la croissance sous une forme capitaliste depuis les deux à trois derniers siècles. Or, ceux qui réfléchissent à la transition écologique font valoir que celle-ci n'est qu'une de nos trois «économies», au sens étymologique du terme *oikos-nomos*, qui renvoie aux modalités par lesquelles nous assurons la reproduction matérielle de notre société et produisons nos biens et services. Il faut donc aussi tenir compte de l'existence d'une *économie vernaculaire et ordinaire (non monétaire) de production*, propre à un cadre de production domestique ou communautaire, et de ce que nous pouvons nommer une *économie naturelle*, que représentent les écosystèmes avec lesquels nous coproduisons la structure métabolique de notre société. La notion de structure métabolique, élaborée par le sociologue John Bellamy Foster, renvoie à la reconnaissance du fait que notre société dépend non seulement des processus métaboliques de la nature (grands cycles géobiochimiques), mais aussi du fait que depuis l'avènement de l'agriculture et la sédentarisation des sociétés humaines, nous participons activement et massivement à la formation et à la régulation des écosystèmes dont notre mode de vie dépend; cette participation s'exprime notamment à travers les diverses cultures.

Or, depuis quelques siècles la croissance de l'économie monétaire de production capitaliste se fait aux dépens de ces deux autres types d'économie, menaçant autant les rapports sociaux qui forment le cœur vernaculaire de notre société que les équilibres écosystémiques fondamentaux sur lesquels repose l'économie naturelle. Décroître signifie donc renverser l'emprise de cette économie monétaire sur les deux autres autant qu'effectuer de profonds changements dans la base technologique de notre mode de production et nous défaire d'une norme de consommation fondée sur le gaspillage. Décroître, c'est accepter de consacrer plus de temps et de ressources sociales au développement des activités et institutions de l'économie vernaculaire, ce qui implique de revaloriser les activités de production de biens et services qui s'effectuent dans le cadre domestique et communautaire (tout en tenant compte de la nécessaire reconfiguration des rôles sociaux de genre dans ces sphères). Cela peut se traduire, par exemple, par une plus grande produc-

tion et transformation agro-alimentaires sur le plan local, et par une plus grande part d'activités consacrées à l'entretien, la réparation et la ré-utilisation de biens durables et semi-durables qui, actuellement, sont plutôt produits selon le principe de l'obsolescence accélérée.

Quant à l'économie naturelle, il faut non seulement veiller à ce que nos systèmes productifs tiennent compte de la lenteur et des limites métaboliques des écosystèmes, mais aussi améliorer notre interrelation avec les écosystèmes eux-mêmes afin de faire exister des communautés écologiques riches, complexes et diversifiées – on peut dire «belles» –, là où nous engendrons présentement des friches déstructurées, des monocultures et surtout des déserts urbains ou péri-urbains. Le développement économique ne doit plus être jugé à l'aune de la croissance du PIB, de même que le temps de travail consacré à l'économie monétaire de production doit être diminué significativement au profit d'un temps d'activité non rémunéré consacré aux deux autres sphères économiques. De tels propos, sous leur forme abstraite, peuvent sembler raisonnables, mais leurs implications concrètes sont rien de moins que révolu-

Raphaëlle de Groot,
Collections (fragment
Petite lampe articulée),
2012



tionnaires. Elles constituent des ruptures culturelles et sociopolitiques profondes et globales que nous ne sommes malheureusement peut-être pas encore prêts à vivre, et surtout, à provoquer.

LA TRANSITION, UNE RÉVOLUTION CULTURELLE

Au Québec, il existe un consensus à l'effet que la transition écologique nécessite d'importants changements dans la base énergétique de notre économie. Le débat public est déjà entamé sur comment nous pouvons « sortir du pétrole » grâce à notre vaste potentiel hydroélectrique ainsi que par la mobilisation de nouvelles (et vieilles) sources énergétiques renouvelables telles que l'éolien, le solaire, la géothermie et la biomasse ligneuse (bois et résidus de bois). Mais la perspective de la décroissance est beaucoup plus exigeante; elle exige que nous réduisions notre usage de l'énergie afin de soutenir la sortie du pétrole et du charbon chez nos voisins immédiats. Une telle « descente » énergétique nécessitera d'importantes modifications de nos habitudes de transport, et donc, dans notre rapport à la distance et à la vitesse. Elle impliquera aussi un mode de production et de distribution de l'énergie beaucoup plus décentralisé et diversifié en termes de sources d'approvisionnement. Il faut penser à une mosaïque énergétique, ancrée localement et régionalement.

La même chose doit être dite de la base matérielle de notre vie quotidienne: l'habitat, les véhicules et la multitude de choses qui nous entourent. La décroissance implique de développer un mode de production et de circulation des biens basé sur le développement de circuits économiques courts plutôt que longs, minimisant les transports et les intermédiaires – et ce, non seulement dans le domaine agro-alimentaire, mais aussi dans le domaine des produits manufacturés. De cela découle la nécessité de mieux ancrer localement nos systèmes productifs et de promouvoir la décentralisation et la différenciation de la production et des produits en fonction des potentialités locales. On peut, par exemple, facilement envisager la chose dans le secteur de la construction/rénovation de bâtiments résidentiels et commerciaux, où les matériaux pourraient mieux refléter les économies naturelles, un peu comme le terroir se manifeste sur le plan agro-alimentaire. Pensons à un meilleur usage du bois comme matériau de structure – en particulier les bois francs dans le sud du Québec – ainsi que des matériaux isolants de source végétale.

On peut se réjouir qu'une telle transition se traduise par une certaine ré-industrialisation de l'ensemble des régions du Québec et, en cela, le point de vue présenté ici rejoint celui du keynésianisme écologique. Mais cette transition signifie aussi et surtout la décroissance générale de notre dépendance à la production industrielle, parce qu'il nous faut réduire dans l'absolu notre consommation matérielle

et éliminer toutes les formes de gaspillage qui sont actuellement des moteurs d'une croissance économique liant surproduction et surconsommation. Cela signifie également que le temps libéré par la réduction du temps de travail ne pourra pas être consacré à plus de consommation et au flânage dans les centres commerciaux, mais devra être consacré au moins en partie à des activités dans la sphère domestique ou communautaire (production, entretien, réparation). Une même révolution est à faire dans le secteur des services. Et dans les deux cas, cette ré-inscription dans notre quotidien d'activités vernaculaires nécessitera de réapprendre des savoir-faire oubliés. Il faudra se questionner finalement sur la division fonctionnelle du territoire québécois, c'est-à-dire repenser autant l'urbanité et la ruralité que leur interrelation. Est-ce viable que la moitié de la population vive concentrée dans la grande région métropolitaine? Qu'en est-il de cet entre-deux qu'est la ville-dortoir de banlieue et qui est profondément incompatible avec la décroissance?

Ainsi, une transition faite dans une optique de décroissance provoquera un bouleversement fondamental de notre mode de vie. Une telle révolution est culturelle dans le sens profond du terme: elle implique, d'une part, la nais-

En particulier, il faudrait faire de l'économie sociale un principe et un vecteur d'une économie vraiment socialisée plutôt qu'un simple secteur à développer en complément du secteur capitaliste, comme c'est le cas actuellement.

sance d'une nouvelle culture et, d'autre part, une critique radicale des structures de notre quotidien, de nos valeurs et de nos aspirations, critique qui est passablement rebutante et peut même paraître régressive. La décroissance a beau se vouloir conviviale, elle commande une simplicité qui est loin d'être évidente – ni même volontaire! Le choc culturel à venir sera aussi important que celui qu'a connu le Québec lorsqu'il devint une société industrielle et urbaine au XX^e siècle.

UNE RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE?

Nous avons jusqu'ici fait abstraction du caractère *capitaliste* de l'économie monétaire de production, comme si sa tendance productiviste ne s'incarnait pas dans des rapports sociaux particuliers et relevait simplement de valeurs ou d'une idéologie. C'est d'ailleurs trop fréquemment de cette manière que les tenants de la décroissance abordent cette question. Or, comme le soulignent Fred Magdoff et John Bellamy Foster dans *What every environmentalist needs to know about capitalism* (New York, Monthly Review Press, 2011), la tendance à l'expansion continue de l'économie

monétaire de production découle directement de son caractère capitaliste, qui fait de l'accumulation du capital sa finalité. Le PIB que cible la décroissance n'est qu'un reflet de la logique plus fondamentale d'accumulation. Et donc, pas de décroissance sans une transformation majeure – une révolution – dans les relations sociales de propriété qui caractérisent l'économie monétaire de production.

Pour faire court, les rapports de propriété dans l'économie monétaire de production doivent être socialisés sur une base non productiviste (car une socialisation productiviste consacrée à la croissance fut au cœur des expériences des socialismes totalitaire et social-démocrate du XX^e siècle). Cela veut dire que la corporation de droit privé, la société par actions à qui on attribue une personnalité morale et qui vise l'accumulation infinie, doit être interdite et abolie comme forme de propriété. Quelles nouvelles relations sociales de propriété devront la remplacer? Il y a de multiples institutions et traditions qui existent toujours et qui peuvent nous permettre d'impulser un changement vers des formes de propriété non capitalistes et non totalitaires. En particulier, il faudrait faire de l'économie sociale un principe et un vecteur d'une économie vraiment socialisée plutôt qu'un simple secteur à développer en complément du secteur capitaliste, comme c'est le cas actuellement. La propriété entrepreneuriale pourrait être

Certains socialistes et écologistes radicaux espèrent lier la décroissance à l'anticapitalisme et à un nouvel esprit du socialisme. Dans cette optique, la transition pourrait s'inscrire dans un contexte de lutte de classes potentiellement capable de contester directement les structures de pouvoir du capitalisme.

tolérée uniquement dans la mesure où elle serait sévèrement balisée et limitée dans son potentiel d'expansion et d'exploitation. La finance privée céderait la place à une finance socialisée et réglemée. Il faudra mieux utiliser les formes de propriété ou de possession alternatives qui existent déjà comme la coopérative de solidarité, l'organisme à but non lucratif, la fiducie à vocation communautaire et l'entreprise publique. Ces formes de propriété autour desquelles pourrait se construire une économie monétaire de production socialisée et écologique sont connues et compatibles avec le projet de la décroissance, mais elles sont profondément étrangères aux logiques culturelle et de classe du capitalisme avancé. De ce fait, une transition vers une économie centrée sur ces formes rencontrera inévitablement une forte résistance culturelle de la part d'une population habituée à l'entreprise privée et, surtout, une âpre et certainement violente résistance politique et économique de la part d'une élite d'affaires liée au capitalisme. Il serait irresponsable de présenter les choses autrement, comme on a tendance à le faire généralement.

COMMENT INITIER LA TRANSITION?

Comment initier une transition qui implique de telles ruptures culturelles, politiques et économiques? Force est d'admettre que les études sur la décroissance offrent des réponses profondément ambivalentes et je dirais insatisfaisantes à cette question. Pour plusieurs critiques de la croissance, souvent issus du milieu scientifique et ayant peu de liens avec les mouvements de contestation sociale, la réponse était évidente: c'est par un discours raisonné et argumenté, qui s'adresse au pouvoir, que la transition sera initiée une fois que l'élite politique et le public en général auront pris connaissance de leurs analyses et conclusions. Portée par les Meadows du Club de Rome, Harvey Mead ici au Québec ou un scientifique de la stature du climatologue James Hansen, la stratégie de la délibération publique et de la conversion scientifique de l'élite d'État demeure le véhicule qu'ils ont privilégié pour penser la transition à l'intérieur des cadres de la démocratie libérale.

L'échec patent de cette approche a débouché sur une seconde conception de la transition qui passe, en premier lieu, par une période apocalyptique d'effondrement écologique. Celui-ci devrait, dans le meilleur des cas, éveiller les consciences ou, dans le pire des cas, se traduire par un effondrement civilisationnel qui épargnerait les communautés déjà engagées à petite échelle dans une transition. C'est en partie dans cette optique que le mouvement des villes en transition s'est établi ici au Québec, en mobilisant les communautés afin qu'elles développent leur résilience pour faire face à l'effondrement inévitable. Ce millénarisme qui combine utopie et petites communautés contre-culturelles n'a aucune chance de devenir un mouvement de masse et une force politique significative, mais il constitue un terreau fertile pour expérimenter les ruptures culturelles qu'implique la décroissance.

Une troisième réponse a été proposée par des socialistes et écologistes radicaux qui espèrent lier la décroissance à l'anticapitalisme et à un nouvel esprit du socialisme. Il faut préparer une «révolution» écologiste, comme le souhaitent John Bellamy Foster et d'autres écosocialistes. Une telle proposition a l'avantage de pouvoir s'arrimer à la tradition de mouvement de masse du salariat et des classes populaires, et de s'adresser aux syndicats et aux groupes sociaux activement engagés dans la lutte contre le néolibéralisme. La transition pourrait alors s'inscrire dans un contexte de lutte de classes potentiellement capable de contester directement les structures de pouvoir du capitalisme, ce dont les autres stratégies de transition ne tiennent pas compte. Mais la limite principale de cette approche est qu'actuellement, les forces sociales anti-néolibérales, telles que les organisations syndicales les plus militantes, sont plutôt engagées dans une lutte contre l'austérité, contre la stagnation et donc pour un retour de la croissance... Une contradiction de plus dans ce que décroître veut dire au Québec. ●



Raphaëlle de Groot,
Collections (fragment
Sur le chemin des vieux
potagers), 2012

Les dangers d'une décroissance sauvage

ANDREA LEVY

Si elle n'est pas choisie démocratiquement, la décroissance risque de s'imposer de manière autoritaire au profit d'une minorité.

La question n'est pas de savoir si l'on est pour ou contre la décroissance. La décroissance est une réalité incontournable, comme en témoigne l'un des auteurs de *Halte à la croissance?*, le rapport du Club de Rome de 1972, Dennis Meadows, qui déclarait dans une entrevue en juin 2012: «il n'y a tout simplement pas de croissance physique infinie sur une planète finie. Au-delà d'un certain seuil, la croissance s'arrête. Ou bien nous l'arrêtons... en changeant notre comportement, ou bien la planète l'arrêtera¹». Le choix qui s'offre à nous est alors clair: la décroissance choisie ou subie. On peut ainsi entreprendre une décroissance contrôlée et démocratique visant à diminuer de façon radicale l'empreinte écologique de l'humanité et à réduire l'énorme écart entre les pays riches et les pays pauvres – car ce sont ces derniers qui vont subir en premier les pires conséquences de la dégradation des écosystèmes due à la croissance économique effrénée. Ou bien, à l'opposé, on peut s'attendre aux solutions draco-

niennes qui s'annoncent avec ce qu'on appelle la «sécurisation» de la crise environnementale.

Vu l'échec de la réduction globale de la consommation de combustibles fossiles, la majorité des scientifiques prévoient aujourd'hui un réchauffement planétaire de trois à six degrés Celsius au cours du XXI^e siècle. Alors que s'amenuisent les chances de prévenir cette hausse de température qui risque de bouleverser la vie sur Terre comme jamais auparavant, on entend parler de plus en plus d'«adaptation». Il faudrait cependant s'inquiéter des formes qu'elle pourrait prendre.

Les États se préparent déjà à des scénarios écologiques catastrophiques. Prenons l'exemple des États-Unis. Un rapport secret du Pentagone, rendu public en 2004 par le journal britannique *The Observer*, prévoit que les changements climatiques mèneront la planète au bord du chaos et envisage la menace d'attaques nucléaires de la part de nations préoccupées par leurs stocks de nourriture, d'eau et d'énergie: «La guerre définirait de nouveau la vie humaine²», affirme le rapport. Le discours sur les guerres de ressources, les guerres climatiques, les guerres de l'eau se multiplient en Occident... Au lieu de mettre l'accent sur l'interdépendance des espèces et des écosystèmes, comme le fait l'écologie, ces discours, inspirés du darwinisme social, traitent les problèmes environnementaux comme les déclencheurs d'une compétition accrue entre les sociétés humaines qui aboutira à une lutte de survie.

Selon le sociologue américain Christian Parenti, les effets bouleversants des changements climatiques, mêlés à l'aggravation de la pauvreté et de la violence sociale, ris-

L'auteure est historienne et journaliste

1. L'entrevue, en anglais, se trouve sur le site <damnthematrix.wordpress.com>.

2. Cité dans «Now the Pentagon tells Bush: climate change will destroy us», *The Observer*, 22 février 2004.

quent de créer un mélange explosif. « Tout comme les individus blessés, les sociétés éclatées (*damaged*) réagissent souvent aux nouvelles crises de manière irrationnelle, imprévisible et autodestructrice³ », remarque-t-il.

L'accaparement de terres agricoles dans les pays pauvres par les multinationales agro-alimentaires des pays riches, particulièrement en Afrique et en Asie du Sud-Est, peut être vu comme un signe avant-coureur de cette « adaptation » dont parlent certains. Il viserait à assurer l'approvisionnement alimentaire à long terme des pays riches et à produire des agrocarburants, privant ainsi les paysans et les peuples du Sud de leurs sources de subsistance.

Le resserrement des frontières auquel on assiste actuellement dans les pays du Nord annonce des politiques d'immigration encore plus restrictives dans le cadre d'une décroissance subie d'une manière autoritaire. Les pays riches commencent déjà à craindre l'afflux massif de « réfugiés écologiques » ou « réfugiés climatiques », poussés à quitter les territoires qu'ils habitent à cause de la crise écologique : la hausse du niveau des mers, par exemple, due à la fonte des glaciers, risque de devenir un problème énorme dans les décennies à venir. On hésite encore à ac-

corder un statut légal à ce type de réfugié, même si certains estiment que leur nombre actuel dépasse déjà le nombre de réfugiés politiques. En même temps, l'Europe, le Canada et l'Australie ont tous adopté au cours des dernières années des politiques visant à décourager et à exclure les demandeurs d'asile.

Si nous qui tenons à la justice sociale, à la solidarité, à la démocratie et à l'écologie n'arrivons pas à influencer la forme que prendra la décroissance, elle pourrait bien alors aboutir à une réalité très éloignée d'un monde libéré de la dépendance à l'égard des énergies fossiles, autolimité, coopératif et convivial envisagé par les objecteurs de croissance. En l'absence d'orientations politiques réfléchies, l'interruption inéluctable de la croissance imposée par les limites biophysiques de la planète pourrait bien annoncer un monde sombre et âpre, qui pourrait prendre la forme d'États-fortresses, autoritaires et militarisés, indifférents au sort des populations vulnérables (à l'extérieur comme à l'intérieur de leurs frontières) qui subissent les effets pervers de la course à la croissance. ●

3. C. Parenti, *Tropic of Chaos : Climate Change and the New Geography of Violence*, New York, Nation Books, 2011, p. 8. Traduction libre.

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

LIVRES

- ABRAHAM, Yves-Marie, MARION, Louis et PHILIPPE, Hervé, *Décroissance versus développement durable*, Montréal, Écosociété, 2011.
- ARIÈS, Paul (dir.), *Décroissance ou récession. Pour une décroissance de gauche*, Lyon, Parangon, 2011.
- BAYON, Denis, FLIPO, Fabrice, SCHNEIDER, François, *La décroissance. Dix questions pour comprendre et débattre*, Paris, La Découverte, 2012.
- GEORGESCU-ROGEN, Nicholas, *La décroissance. Entropie - écologie - économie*, Paris, Sang de la terre, 1995.
- GORZ, André, *Misères du présent, richesse du possible*, Paris, Galilée, 1997.
- HOPKINS, Rob, *Manuel de transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Montréal, Écosociété, 2010.
- KEMPF, Hervé, *Fin de l'Occident, naissance du monde*, Paris, Seuil, 2013.
- LATOUCHE, Serge et HARPAGÈS, Didier, *Le temps de la décroissance*, Paris, Thierry Magnier, 2010.
- MEADOWS, Dennis et Donnella,

- RANDERS, Jorgen, *Les limites à la croissance*, Montréal, Écosociété, 2013 [2004].
- MONGEAU, Serge (dir.), *Objecteurs de croissance. Pour sortir de l'impasse : la décroissance?*, Montréal, Écosociété, 2007.

REVUES ET ARTICLES

- AZAM, Geneviève, « Entre croissance et décroissance, réinventer le politique », *Mouvements*, vol. 2, n° 32, 2004.
- BROCHIER, Léo et JACQUES, Samuel, « Pourquoi la décroissance au Québec? », *Possibles*, automne 2008.
- Entropia. Revue d'étude théorique et politique de la décroissance.*
- Nouveaux cahiers du socialisme*, dossier « Écosocialisme ou barbarie », n° 6, automne 2011.
- Relations*, L. Marion, « Colloque international sur la décroissance », n° 758, août 2012; L. Lacroix, « La permaculture : un rapport différent à la nature », n° 758, août 2012; A. Descheneau-Guay, « Les racines d'un Québec vert », n° 749, juin 2011; S. Mongeau, « L'urgence d'un changement de société », n° 749, juin 2011; C. Caron, « Des voies pour réinventer l'économie », n° 741, juin 2010; É. Pineault, « Vers un post-capitalisme », n° 741, juin 2010; C. Caron, « Richesse

- et croissance en question, entrevue avec Jean-Marie Harribey », n° 726, août 2008; J.-F. Filion, « Vers une écologie politique », n° 721, décembre 2007; P. Ariès, « La décroissance en débat », n° 699, mars 2005.

DVD

- Simplicité volontaire et décroissance* de Jean-Claude Decourt, 2007.
- DVD de la Soirée Relations « La décroissance : une alternative socioéconomique viable? » (en vente au Centre justice et foi <cfj.qc.ca/ap>).

SITES WEB

- <decroissance.org> : Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable
- <decroissance.qc.ca> : Mouvement québécois pour la décroissance conviviale
- <partipourladecroissance.net> : Parti politique français
- <quebectransition.org> : Réseau Transition Québec
- <rebutglobal.tv> : Série documentaire abordant notre rapport au recyclage et aux déchets

PROCHAIN NUMÉRO

Le numéro de juillet-août de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies le 12 juillet. Pensez à le réserver.

Il comprendra notamment un dossier sur

l'imagination

Indissociable de l'expérience humaine, l'imagination est une brèche ouverte sur l'inattendu et sur un infini de possibles qui nous permettent d'envisager le monde autrement. Parce qu'elle permet de faire éclater les idées et les croyances figées, étouffantes, l'imagination a un rôle politique essentiel à jouer. Mais si elle est associée à la liberté, l'imagination ne peut toutefois se passer de contraintes, au risque de devenir psychose, perte de contact avec le monde, enfermement dans l'irréalité. Bien souvent, d'ailleurs, que ce soit chez les artistes ou même les prisonniers, les contraintes peuvent devenir un puissant stimulant à la créativité, au rêve, à la faculté d'imaginer.

À lire aussi dans ce numéro :

- un débat sur le tramway à Montréal;
- un hommage au capucin Benoît Fortin, un an après sa mort;
- une analyse sur le Qatar;
- le dernier Carnet de José Acquelin;
- la dernière chronique littéraire de Virginia Pésémapéo Bordeleau;
- les œuvres de notre artiste invitée, Catherine Rondeau.



Catherine Rondeau, *Clair de Lune*, 2011

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Internet : <www.revuerelations.qc.ca>.



**Aux Éditions Écosociété, on ne cesse d'augmenter
notre nombre de titres sur la décroissance.**





L'étoile du matin

TEXTE ET ILLUSTRATION : VIRGINIA PÉSÉMAPÉO BORDELEAU

Les grands-parents inventent de belles histoires afin de maintenir les ponts de l'espérance qui relient la route de l'enfance à celle de la vieillesse. Tu vas traverser ces ponts qui te mèneront vers la destination de ton choix. Je nous souhaite que cette aventure soit lumineuse et qu'elle te rende forte d'expériences positives.

Voici une vision qui m'a été confiée par l'esprit de l'étoile du matin alors que je méditais avant la naissance du jour. Je marchais dans une forêt, c'était l'été, la lumière transperçait le dôme de feuillages au-dessus de ma tête. Il y avait de la mousse sur le sentier que traversait un ruisseau. Tu étais là, assise sur une pierre, et semblais m'attendre. Ta petite robe fleurie tombait sur tes jambes, que tu bougeais au rythme d'une musique venue de nulle part. Le tableau était si beau, si émouvant que mon cœur a palpité de joie. Que venais-tu faire au milieu de ces bois qui m'appartenaient intimement?

Tu as couru sur la piste et ta course a soulevé des myriades de papillons multicolores et d'oiseaux endormis. Tu riais aux éclats et les jolis insectes venaient à toi, se posaient sur ta robe et sur tes doigts, les oiseaux s'égosillaient en s'envolant vers la crête des arbres.

Après, tu as marché devant moi entourée de cette flopée d'ailes colorées. Parfois tu lévitais, flottais dans les airs, ce qui m'effrayait, car je craignais que tu ne sois enlevée par une bourrasque de vent et que tu disparaisses dans l'infini. Mais non, tu remettais doucement les pieds au sol et tu me souriais. Nous avons traversé la forêt, toi jouant avec les papillons et parfois chantant avec les oiseaux d'une voix cristalline qui n'existe que dans les rêves. Nous sommes arrivées devant une grande plaine fleurie. Des roses. Ta mère était là, au milieu de cet espace odorant, paisible et confiante. Tu as crié son nom et tu as recommencé tes cabrioles dans les airs, je tentais de te retenir en attrapant ta robe mais tu m'évitais agilement. Lorsque tu t'es posée sur l'herbe, tu as rejoint ta mère, tu as mis ta menotte dans sa main et tu m'as saluée de l'autre. Vous vous êtes éloignées tranquillement, comme si vous n'aviez rien d'autre à faire, que vous aviez beaucoup de temps et que votre route était longue. Je restais derrière, sentant que j'étais à ma place, sans le regret de ne plus être avec vous.

En ouvrant les yeux, j'ai vu l'étoile du matin briller juste avant le lever du soleil. La planète Vénus – dont la rose est le symbole, la reine des papillons et des insectes, ce petit peuple qui se mêle à l'esprit des lieux – est, elle-même, l'esprit féminin de l'aurore. On raconte qu'elle était une jeune fille nommée Winonah. C'est une légende amérindienne que j'ai découverte quelques mois après avoir eu cette vision de toi. Parfois il ne faut pas se poser trop de questions. Que tu portes le nom de Rose c'est concret, mais que tu viennes à moi en esprit pour me rassurer sur ton avenir et me présenter tes totems protecteurs est merveilleux! Dans notre culture, nous avons des totems issus des différents règnes de la nature : minéral, végétal et animal. Le papillon si fragile est en même temps le totem de la transformation constante, du cheminement de l'être qui ne craint pas d'évoluer de l'état de larve à celui de chrysalide pour enfin devenir une élégance ailée, libre de se déplacer au soleil telle une broderie de soie. Certains d'entre eux volent sur des distances inimaginables pour des insectes, afin de se multiplier et de retourner à leurs sources. Quant à la rose, la fleur de l'amour, sous sa protection, il ne me servirait à rien de m'inquiéter pour toi. ●



Le sentier, 2011, acrylique sur bois, 30 x 30 cm



Jordanie: appels au changement

Soutenu par les puissances occidentales, le régime hachémite doit affronter de plus en plus la contestation venant de l'armée, de l'opposition politique et de la population appauvrie.

MYRIAM ABABSA

L'auteure est
chercheuse associée
à l'Institut français
du Proche-Orient

La Jordanie fait figure d'exception au Moyen-Orient par l'apparente stabilité politique qui la caractérise depuis la proclamation de son indépendance, en 1946, cela malgré le défi qu'a constitué l'intégration de plusieurs vagues de réfugiés palestiniens (100 000 en 1948, 350 000 en 1967 et 300 000 expulsés par les pays du Golfe en 1991), irakiens (500 000 entre 2003 et 2013) et, tout récemment, syriens (300 000 depuis 2011). Elle a fait de cette stabilité et de la paix signée avec Israël, en 1994, avec l'appui des puissances occidentales, une rente économique: l'aide publique au développement qu'elle reçoit des pays développés est parmi les plus élevées, par habitant, au monde.

Depuis février 2011 et les manifestations du «printemps arabe», le régime est cependant contesté. Les manifestants réclament l'instauration d'une véritable monarchie parlementaire, une meilleure représentation des habitants des grandes villes et la fin de la corruption. Après cinq remaniements ministériels en deux ans, le changement de la loi électorale et la

création d'une commission électorale indépendante, les élections législatives de janvier 2013 n'ont pas permis de rétablir la crédibilité du gouvernement. Elles ont en effet été boycottées par le principal parti: le Front d'Action islamique (FAI), organe politique de l'association des Frères musulmans depuis 1992. Le roi Abdallah II a toutefois lancé une série de dialogues nationaux autour de textes qui annoncent plus de démocratie, de transparence et de responsabilité des institutions devant les citoyens. Mais il fait face au puissant conservatisme de l'élite politique jordanienne¹.

LE CONTRAT SOCIAL JORDANIEN

Le Royaume hachémite a offert la citoyenneté pleine et entière aux réfugiés palestiniens en 1949, fondant sa légitimité sur ce contrat social – le roi de Jordanie étant garant de leur droit au retour. Les Palestiniens, qui résident en majorité dans les grandes villes d'Amman, Russeifa, Zarqa et Irbid, forment actuellement environ 45% de la population, qui compte environ 6,5 millions d'habitants. La population transjordanienne (les familles qui vivaient avant 1948 à l'est du Jourdain, soit la Jordanie actuelle), organisée en grandes familles citadines ou en tribus dans le milieu rural (dont seulement 10% ont un mode de vie nomade), ne forme que 40% de la population totale. Massivement intégrés à l'administration publique et dans l'armée, ses membres forment le socle du régime. Mais éloignés du centre du pouvoir, ils se sont sentis victimes des cures d'austérité et des privatisations faites par le gouvernement depuis la fin des années 1980, dans le cadre

des programmes d'ajustement structurel imposés par les institutions financières internationales. De plus, ces populations ne bénéficient pas d'avantages sociaux conséquents (aide sociale, scolarité et soins de santé gratuits), à la différence des réfugiés démunis enregistrés à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine et du Proche-Orient.

L'armée – avec ses 100 000 militaires et 65 000 réservistes – constitue le soutien traditionnel du régime hachémite. La Jordanie est le cinquième pays le plus militarisé au monde – après Israël, Singapour, la Syrie et la Russie – si l'on considère le ratio militaires/population active et la part du budget national consacrée à l'armement lourd. Les États-Unis financent cet armement. En échange, on leur permet d'établir des bases temporaires dans le pays (comme en 2003 et en 2012-2013).

Cependant, le mécontentement a gagné les rangs d'anciens officiers, lassés par la corruption qui a caractérisé les opérations de privatisation des principales sociétés d'État du pays (dans le secteur du phosphate, de l'eau, de l'électricité, des télécommunications) et le fait que la Jordanie serait, selon eux, devenue une patrie de substitution pour les réfugiés palestiniens. Le *Manifeste du comité des vétérans de l'armée*, rendu public le 1^{er} avril 2010, en atteste. L'ancien premier ministre, ex-directeur des services de renseignement et du Comité national des droits de l'Homme, Ahmad Obeidat, lui a opposé un contre-manifeste, en mai 2010, signé par des milliers de personnalités jordaniennes, d'origines transjordanienne et palestinienne, appelant à l'union nationale mais aussi à la rupture de l'accord de paix avec Israël.





DES RÉFORMES ÉLECTORALES MINIMES

Dans la foulée des contestations du printemps arabe, le 19 mai 2011, Ahmad Obeidat a annoncé la création du Front national pour la réforme, qui incluait le FAI et la majorité des petits partis jordaniens (le Parti démocratique, le Parti communiste, le Parti socialiste, le parti Baas, la Gauche sociale) ainsi que l'Union des femmes. Ce front national ayant pour but de réformer les institutions démocratiques, n'a toutefois pu se pérenniser du fait de dissensions concernant la réforme de la loi électorale. De petits partis de jeunes, désignés sous le nom générique de *Hirak* (mouvement), sont alors apparus. Relativement proche des revendications démocratiques libérales des Frères musulmans, sans leur être affilié, ce mouvement demande la réduction des pouvoirs du roi.

Alors que les partis politiques réclamaient que la moitié des 120 sièges de député soient désignés par un scrutin de listes (réservé jusque-là à 17 sièges) et non selon le principe en vigueur d'«un homme, une voix» qui privilégie les chefs tribaux par le biais des allégeances locales, l'amendement de la loi électorale de juin 2012 ne leur a concédé que 27 sièges sur 150 (30 sièges ayant été ajoutés). Le quota réservé aux femmes a été augmenté de 3 sièges (12 à 15, dont 3 pour les bédouines). Devant ces réformes mineures, le principal parti, le FAI, mais aussi les petits partis de gauche et le mouvement *Hirak*, ont boycotté les

élections qui ont suivi. La seule véritable nouveauté est que le premier ministre, qui était nommé par le roi, est désormais désigné après consultation du parlement.

UNE ÉCONOMIE FRAGILE

Pauvre en richesses naturelles, exposée à plusieurs reprises aux chocs démographiques générés par le conflit israélo-arabe, la Jordanie doit essentiellement sa survie économique à des sources de revenus externes. En effet, son économie est soutenue par les transferts d'argent de ses 260 000 travailleurs expatriés dans le Golfe persique (3,2 milliards de dollars en 2010, soit 12% du PIB), les revenus du tourisme (2,4 milliards de dollars en 2010), les investissements étrangers (1,5 milliard de dollars en 2010) et les aides étrangères fournies par les États-Unis, l'Arabie saoudite et l'Union européenne (en tout, plus d'un milliard de dollars).

La situation des ménages est précaire: environ 13% d'entre eux vivaient, en 2008, sous le seuil de pauvreté absolu, fixé à 56,7 dinars jordaniens (JD) par mois et par personne – un dinar jordaniens valant environ 0,7 dollar américain. Mais entre ces plus pauvres de la société et les classes moyennes, qui forment environ 20% de la population, se situe plus du tiers des ménages jordaniens dont les membres occupent des emplois précaires ou mal payés, travaillent au noir et tentent tant bien que mal de se loger.

Aussi, la population est-elle très sensible à la hausse des prix des matières premières et des aliments qui a conduit à des révoltes sociales en 1989, en 1998 et en 2002, dans le Sud jordanien appauvri et négligé, notamment à Maan. Plus récemment, en octobre 2012, l'augmentation soudaine du prix de l'essence, du fuel et du gaz a entraîné un large mouvement de protestation – que le régime a du mal à endiguer – touchant l'ensemble de la population.

Dans le contexte d'ajustement structurel des années 1980, le gouvernement a créé, en 1986, le Fonds national d'aide, qui offre une assistance financière mensuelle aux citoyens les plus vulnérables pour leur permettre de couvrir leurs soins de santé, leurs frais de scolarité et de créer des micro-entreprises. En 2008, 5% des ménages jordaniens bénéficiaient de cette aide qui varie de 40 à 180 JD par mois (selon le nombre d'enfants). Certaines familles parviennent à la compléter par l'assistance fournie par l'association des Frères musulmans, œuvrant dans le domaine caritatif, médical et éducatif dans le pays depuis 1963. Elle gère un réseau de 2 hôpitaux, 14 centres de santé et 50 écoles dans tout le pays. Elle prend en charge 18 500 orphelins (contre 3 000 pour le gouvernement). Le budget annuel de l'association s'élèverait à 60 millions de JD, dont 25 millions pour le volet caritatif. Les aides sont accordées de façon progressive, au cours des années, suivant l'adhésion des bénéficiaires à l'idéologie islamique. C'est à travers ce travail associatif que les Frères musulmans et leur parti gagnent l'adhésion grandissante d'une population appauvrie. ●

1. M. Ababsa (dir), 2013, *Atlas of Jordan. History, Territories and Society*, Presses de l'Institut français du Proche-Orient, Beyrouth, 485 p. Ouvrage trilingue français, anglais, arabe.

Manifestation contre la corruption au sein du gouvernement jordanien, à Amman, la capitale, en novembre dernier. Photo: AP/Mohammad Hannon



Le Centre justice et foi présente
un nouveau webzine consacré aux débats
sur l'immigration, le pluralisme culturel et la diversité religieuse,
avec un parti pris pour la justice sociale et une citoyenneté active.



Ne manquez pas les prochains envois!
Inscrivez-vous à notre liste de diffusion sans tarder:

www.cjf.qc.ca/ve

La simplicité volontaire
passe par l'éducation.

— ALLIANCE
DES PROFESSEURES
ET PROFESSEURS
DE MONTREAL —



Je me tiens aux côtés des femmes

Le prêtre Roy Bourgeois a été excommunié l'année dernière pour avoir appuyé l'ordination des femmes. Très connu pour ses actions de désobéissance civile contre l'École des Amériques¹, aux États-Unis, où l'on formait des militaires latino-américains à réprimer et à torturer, il nous retrace son parcours qui l'a conduit du silence à la solidarité.

ROY BOURGEOIS

J'ai grandi dans une petite ville de la Louisiane. J'ai fréquenté durant 12 ans une école publique où régnait la ségrégation raciale. Avec ses cinq derniers bancs réservés aux Noirs, notre petite église catholique était elle-même ségrégationniste. En pensant à ces années, je n'arrive pas à me souvenir d'un Blanc qui, dans notre petite ville, aurait eu le courage de dire: «Nous avons ici un grave problème, il s'appelle le racisme.» Par contre, j'entends encore ce mantra: «La ségrégation fait partie de notre tradition... Les Noirs sont séparés mais égaux.»

Après l'école secondaire, je suis entré à l'université, en 1956, pour étudier la géologie dans l'espoir de devenir riche grâce aux champs pétroliers du Texas. Mais à la fin de mes études, mû par un sentiment patriotique, je me suis engagé dans l'armée. Cela a été l'occasion d'explorer le monde. Devenu officier naval, je suis parti comme volontaire au Vietnam.

Le Vietnam a été un point tournant dans ma vie. Jamais auparavant je n'avais expérimenté une telle violence, une telle souffrance, une telle peur. Dans la folie de la guerre, Dieu et la foi chrétienne sont devenus très importants dans ma vie. J'ai alors senti un appel à devenir prêtre. J'en ai parlé au chapelain de l'armée et il m'a recommandé de me joindre aux Missionnaires de Maryknoll, une communauté qui œuvre auprès des pauvres un peu partout dans le monde. C'était à la fin de ma première année au Vietnam. J'ai retrouvé ma famille et mes amis en Louisiane, reconnaissant d'être encore en vie. Je suis entré au séminaire des Maryknoll et les six années qui suivirent furent pleines de prières, de joie et d'espérance.

Ordonné prêtre catholique en 1972, j'ai été envoyé à La Paz, en Bolivie. Pendant les cinq années qui suivirent, j'ai

vécu dans un bidonville à la périphérie de la ville. Les pauvres m'y ont enseigné la théologie de la libération et montré un Dieu qui donne la force et l'espérance aux pauvres, un Dieu aimant qui ne veut qu'aucune personne, quelle qu'elle soit, souffre de la pauvreté, de l'oppression, de la violence ou de la discrimination. Les pauvres m'ont aussi fait connaître l'importance et la signification du mot *solidarité*. En Bolivie, cela signifiait «accompagner» et «marcher avec». Faire sien le combat pour la justice, la paix, l'égalité.

Cela me mettait en colère de voir mon pays, les États-Unis, appuyer le brutal dictateur bolivien, le général Hugo Banzer et les militaires qui réprimaient les pauvres – pour protéger les intérêts économiques américains. Ce peuple exploité revendiquait haut et fort la justice et mettait sur pied des organisations d'entraide. Pour cela, beaucoup ont été jetés en prison et exécutés. Arrêté avec d'autres, j'ai été expulsé du pays.

À cette époque, la répression faisait rage au Salvador. Le 24 mars 1980, l'archevêque salvadorien Oscar Romero, qui s'était fait «la voix des sans voix», était assassiné. Quelques mois plus tard, quatre religieuses américaines engagées auprès des pauvres étaient violées et tuées par

des militaires salvadoriens: une ursuline, Dorothy Kazel, une missionnaire laïque, Jean Donovan, et deux de mes amies, des sœurs de Maryknoll, Maura Clarke et Ita Ford. Encore une fois, je voyais les États-Unis fournir des armes et entraîner militairement les responsables des massacres. Des pauvres du Salvador étaient assassinés au nom du peuple américain et avec l'argent de ses impôts.

L'ÉCOLE DES AMÉRIQUES

Lorsque 525 militaires salvadoriens sont arrivés à l'École des Amériques (SOA: School of the Americas), à Fort Benning, en Géorgie, pour un entraînement militaire, des amis et moi avons vivement protesté. Trois d'entre nous nous sommes déguisés en officiers de haut rang et nous sommes introduits de nuit à l'école, «armés» d'un puissant magnétophone. Nous avons l'enregistrement de la dernière homélie de l'archevêque Oscar Romero, qui ordonnait aux soldats d'arrêter leurs tueries. Nous avons



Roy Bourgeois avec des femmes aymara dans leur coopérative près de La Paz, en Bolivie. ©SOAW file photo <soaw.org>



Roy Bourgeois manifestant devant l'École des Amériques. ©SOAW file photo <soaw.org>

1. Rebaptisée l'Institut de l'hémisphère occidental pour la sécurité et la coopération en 2001, dans une tentative pour faire oublier la tristement célèbre école qui poursuit sa mission. Voir «What is the SOA?», <soaw.org>.

Jeûne pour la paix
au Salvador devant
l'École des Amé-
riques, 1990.
©SOAW file photo
<soaw.org>



Roy Bourgeois avec
Janice Sevre-Duszynska
à son ordination,
le 9 août 2008



grimpé à un arbre près des baraques où se trouvaient les militaires salvadoriens et quand les dernières lumières furent éteintes, nous avons fait entendre à plein volume les paroles de Romero, qui se terminent ainsi: «Au nom de Dieu, au nom de ce peuple souffrant, dont les lamentations montent jusqu'au ciel et sont chaque jour plus fortes, je vous prie, je vous supplie, je vous l'ordonne, au nom de Dieu: arrêtez la répression!»

Arrêtés, traînés en justice, nous avons été condamnés à une peine de prison d'un an et demi. Le séjour en prison a été pénible. Mais nous y trouvons une signification qui nous a aidés à traverser l'épreuve: c'était une véritable expérience de solidarité.

Le bain de sang s'est poursuivi au Salvador. Parmi les massacres, un a fait la manchette partout dans le monde. Le 16 novembre 1989, six jésuites, leur femme de ménage et sa fille de 15 ans ont été assassinés par les militaires. Quand un groupe de travail du Congrès américain a fait savoir, après enquête, que les responsables des tueries avaient été formés à la SOA, nous avons entamé, un groupe d'amis et moi, un jeûne public d'une trentaine de jours devant l'école militaire. C'est ainsi qu'est né, en 1990, SOA Watch, pour surveiller les activités de la SOA.

Des milliers de personnes ont rejoint notre mouvement pour réclamer la fermeture de la SOA quand les Nations unies ont révélé que la plupart des militaires responsables des massacres en Amérique latine avaient été formés à Fort Benning et qu'un reportage du *Washington Post*, en 1996, eut révélé l'usage de manuels de torture à la SOA.

C'est au cours des centaines d'entrevues que j'ai données à ce sujet, dans les églises et des collègues catholiques, que j'ai commencé à faire la connaissance de femmes engagées dans l'Église qui me disaient sentir l'appel de Dieu à devenir prêtre. Ces femmes sont rejetées par la hiérarchie parce que l'Église catholique enseigne que seuls les hommes baptisés peuvent être ordonnés prêtres. Cela m'a remis en mémoire l'école et l'église ségrégationnistes de

mon enfance. J'étais resté muet devant le péché du racisme. Mais depuis, j'avais appris que lorsqu'il y a injustice, le silence devient la voix de la complicité.

POUR L'ORDINATION DES FEMMES

En 2000, j'ai été invité à prendre la parole dans un grand congrès religieux qui se tenait à Rome, en Italie, pour parler de la SOA et de la politique étrangère américaine en Amérique latine. Des centaines de prêtres, religieux et religieuses y participaient. La veille de mon retour aux États-

Unis, j'ai été interviewé en direct durant une quinzaine de minutes par Radio Vatican sur le même sujet. À la toute fin de l'entrevue, poussé par l'Esprit, j'ai décidé de saisir cette occasion pour exprimer ma solidarité avec les femmes dans l'Église, en disant: «Nous avons discuté de l'injustice de la politique étrangère américaine en Amérique latine. Mais en tant que prêtre catholique, j'aimerais aussi dire qu'il y aura une profonde injustice dans l'Église aussi longtemps que les femmes n'auront pas accès à la prêtrise.» Le directeur de Radio Vatican a aussitôt ordonné de couper le micro, mettant en ondes de la musique religieuse. Cette nuit-là, j'ai

bien dormi: j'avais profité d'un moment privilégié pour briser le silence. Dorénavant je ne pouvais plus me taire. Le récit des expériences de nombreuses femmes dans l'Église catholique m'a fait prendre conscience que leur exclusion de la prêtrise est non seulement une grave injustice envers elles, mais aussi envers l'Église et Dieu lui-même qui appelle à la prêtrise tant les femmes que les hommes.

J'abordais ouvertement les questions suivantes dans mes conférences: Pourquoi les femmes, comme les hommes, ne seraient-elles pas appelées à la prêtrise? L'Église catholique n'enseigne-t-elle pas que les femmes et les hommes ont été créés égaux en droit et en dignité? Les Écritures n'attestent-elles pas qu'«il n'y a ni homme ni femme, car en Christ vous êtes tous un» (*Lettre aux Galates* 3, 28)? Les prêtres ne professent-ils pas que l'appel du sacerdoce est un don de Dieu? Alors nous qui sommes prêtres, qui sommes-nous pour dire que notre appel est authentique mais que celui des femmes ne l'est pas?

C'est en me posant ce genre de questions que j'ai compris clairement que l'enseignement de notre Église, qui justifie l'exclusion des femmes de l'ordination, s'enracine dans le sexisme. Or, le sexisme, comme le racisme, est un péché. On aura beau justifier cette discrimination de toutes sortes de façons, elle n'en restera pas moins insoutenable en regard de l'amour de Dieu qui nous a créés tous égaux.

C'est après avoir participé à l'ordination d'une femme, en 2008, que j'ai reçu une lettre du Vatican statuant que je devais désavouer mon comportement sous peine d'excommunication. La lettre soutenait aussi que l'ordination des femmes était un «grave scandale» dans l'Église catholique. Pour la majorité des catholiques, le mot «scandale» fait penser aux abus sexuels commis sur des enfants par des milliers de prêtres et que de nombreux évêques ont gardés cachés; pas à l'ordination des femmes.

J'ai répondu au Vatican que ma conscience ne me permettait pas de renier ma conduite, que la conscience est au plus haut point sacrée, car elle nous presse toujours de faire ce qui est juste et vrai. «Au fond, vous me demandez de mentir et de vous dire que je ne crois pas que Dieu a créé les hommes et les femmes égaux en droit et en dignité. Cela je ne peux le faire.»

J'ai ainsi continué d'écouter ma conscience et d'exercer mon ministère en plaidant pour la fermeture de la SOA et l'ordination des femmes. En octobre 2011, j'ai accompagné une délégation internationale de porte-parole pour l'ordination des femmes au Vatican. Nous avons rencontré des membres de la hiérarchie de l'Église, en leur remettant une pétition de 15 000 noms en appui à notre cause. Nous avons montré le documentaire *Pink smoke over the Vatican* («Fumée rose sur le Vatican») dans une salle de cinéma, et nous avons tenu une vigile silencieuse sur la place Saint-Pierre en tenant des bannières affichant ces slogans: «Ordonnez les femmes catholiques» et «Dieu appelle les femmes à devenir prêtres». Trois membres de notre délégation, dont moi-même, ont été expulsés de la place Saint-Pierre par la police romaine et détenus durant trois heures. Nos bannières ont été confisquées. Une fois encore, ce fut un grand moment de solidarité.

J'ai fait savoir au Vatican et aux responsables des Maryknoll qu'ils pouvaient me démettre de mes fonctions mais qu'ils ne pouvaient se débarrasser aussi facilement de la question de l'égalité des sexes dans l'Église catholique.

Ce n'est qu'au moment où j'ai commencé à exprimer ma solidarité avec les femmes dans l'Église que j'ai compris à quel point le sexisme et le goût du pouvoir étaient imprégnés profondément dans le clergé. D'une certaine façon, nous nous sommes égarés, nous avons oublié l'enseignement de Jésus et avons évolué dans le sens d'une culture cléricale faite de puissance et de privilèges. Je suis attristé de voir tant de mes confrères prêtres considérer les femmes comme une menace à leur pouvoir. Nous enseignons que les hommes et les femmes ont été créés à l'image de Dieu, mais en tant qu'hommes, nous avons créé Dieu à notre image, un Dieu bien mesquin, très mâle, qui considère que les femmes sont moindres que les hommes.

Le 19 novembre 2012, le responsable des Maryknoll m'a avisé que le Vatican m'avait démis de la prêtrise et banni de la communauté après 46 ans de vie en son sein. Cela a été pour moi très difficile et douloureux. Toutefois, je suis conscient que mon sentiment de rejet n'est rien en comparaison du rejet que les femmes connaissent depuis des siècles dans l'Église catholique.

J'ai fait savoir au Vatican et aux responsables des Maryknoll qu'ils pouvaient me démettre de mes fonctions mais qu'ils ne pouvaient se débarrasser aussi facilement de la question de l'égalité des sexes dans l'Église catholique. Car celle-ci est enracinée en Dieu, dans la justice et dans la dignité, et elle ne disparaîtra pas.

Après 40 ans de prêtrise, mon seul regret est d'avoir pris tellement de temps avant de me confronter à la question du pouvoir mâle et de la domination dans l'Église. Pour ceux et celles qui aimeraient en savoir plus sur mon parcours et ma position sur l'ordination des femmes, ils peuvent consulter mon opuscule *My Journey from Silence to Solidarity*, publié sur Internet à l'adresse <roybourgeoisjourney.org>. ●

Notre prochain numéro :
vieillir

Cahiers
de spiritualité
ignatienne

3 numéros par an

*La spiritualité
en dialogue
avec la culture
contemporaine*

(418) 653-6353
cahiersi@centremanse.org
www.centremanse.org



Souveraineté alimentaire : sommes-nous sur la bonne voie?

Un virage est nécessaire, mais la souveraineté alimentaire est possible.

CLAIRE BOLDUC

L'auteure est présidente de Solidarité rurale du Québec

Parler de souveraineté alimentaire, c'est accepter de se poser les questions fondamentales touchant à l'agriculture: quelle est sa mission, quel rôle veut-on lui faire jouer, comment doit-elle s'inscrire dans le développement territorial? Il faut poser la question de la finalité de l'activité agricole: produit-on pour produire ou pour se nourrir?

UN CONTRAT SOCIAL

Parler de souveraineté alimentaire au Québec, c'est aussi se positionner sur la nécessité d'un soutien de l'activité agricole à même les deniers publics. Afin de renouveler le contrat social qui lie les agriculteurs, l'État et les collectivités, il faut tenir un véritable débat avec les agriculteurs, puisqu'ils occupent la place centrale pour livrer la mission socialement confiée à l'agriculture. Avec l'État, aussi, puisqu'il est le détenteur des deniers publics, des leviers de la régulation et qu'il décide des grandes orientations publiques. Avec les collectivités, enfin, puisqu'il est question de la gestion du territoire, de l'exploitation intégrée de ses ressources, du développement économique et social et de la cohabitation harmonieuse.

Le contrat social qui lie ces trois acteurs est à la base du soutien public au monde agricole. Il faut donc l'établir en se rappelant d'abord le contrat social des années 1970, fondé sur l'auto-suffisance alimentaire, et, ensuite, le contrat d'affaires des années 1990, axé sur la conquête des marchés.

Par ailleurs, parler de souveraineté alimentaire, c'est aussi faire le constat

que si tout n'est pas rose dans le monde agricole québécois, tout n'y est pas totalement noir non plus. D'une part, on constate qu'en 20 ans, le Québec a perdu le tiers de ses fermes, qu'un fossé s'est creusé entre le producteur et le consommateur et qu'un endettement important étouffe les agriculteurs et décourage la relève. Le modèle agricole s'essouffle, la concentration s'est accélérée, alors que le «produire pour produire» a limité l'agriculture à sa seule fonction marchande, réduisant du coup la diversification des produits et des entreprises.

D'autre part, on voit émerger, lentement mais sûrement, d'autres modèles agricoles qui misent sur la valeur ajoutée et les nouveaux créneaux. On assiste à l'émergence d'une multitude de nouveaux produits et de nouvelles façons de pratiquer l'agriculture et de contribuer à notre souveraineté alimentaire. Si l'agriculture de masse demeure bien présente, on découvre – ou on redécouvre – des cultures fourragères qu'on avait délaissées, des espèces animales oubliées, tandis qu'on cultive des légumes sur les toits en pleine ville. On se surprend à fréquenter les marchés publics plutôt que les supermarchés et on est heureux de discuter avec le producteur de son labeur et des résultats qu'il obtient, des produits qui nous sont servis avec fierté et que nous consommons avec plaisir.

UN VIRAGE À PRENDRE

Ces modèles d'agriculture de spécialité, de terroir ou de proximité ne s'imposent pas soudainement mais s'établissent peu à peu, tant auprès des consommateurs que des institutions. Trop lentement au goût de certains?

Bien sûr! Et tout le défi est là: à cette activité agricole qui a été fortement orientée vers une productivité toujours plus grande et la conquête des marchés, il faut maintenant permettre de prendre le virage de la proximité, de la variété et de la distinction.

Ainsi, les politiques publiques doivent, d'une part, être adaptées aux réalités locales diverses et, d'autre part, viser à atténuer les handicaps naturels ou économiques que génèrent l'éloignement d'un producteur des marchés ou des infrastructures de transformation. Cette approche modulée et territoriale est nécessaire pour tendre vers la souveraineté alimentaire, ce qui signifie de mettre d'abord l'accent sur la production domestique, les particularités culturelles et territoriales et un environnement de qualité. Cela n'exclut pas les exportations là où l'agriculture détient réellement des avantages concurrentiels, mais suggère d'orienter les aides publiques vers l'atteinte de l'objectif de la souveraineté alimentaire.

L'agriculture a contribué à l'occupation du territoire québécois, elle l'a modelé et continuera de le faire. Celle de demain doit s'insérer dans un modèle rural multifonctionnel qui tienne compte des paysages, du tourisme, de la conservation du patrimoine et des autres activités humaines. Chose certaine, elle ne doit pas évoluer à l'écart d'une volonté citoyenne fortement exprimée en faveur de la souveraineté alimentaire. En tant que citoyens du Québec, il est important de se mêler de nos affaires et l'agriculture est de celles-là. Voilà comment la souveraineté alimentaire pourra s'inscrire dans un réel contrat social. ●



L'été arrive. Plus que jamais, les Québécois veulent savourer la production agricole locale. Or, si tous se disent en faveur de la souveraineté alimentaire du Québec, sommes-nous pour autant en voie de la réaliser vraiment?

La souveraineté alimentaire est devenue un concept qui ne veut plus rien dire!

ROMÉO BOUCHARD

Tout le monde est en faveur de la souveraineté alimentaire, mais chacun lui donne le sens qui fait son affaire. La question serait donc plutôt: quelle souveraineté alimentaire et quelle agriculture voulons-nous?

Le terme a été popularisé par les mouvements paysans du Sud dans les années 1990, au moment où l'inclusion des produits agricoles dans les ententes de libre-échange signait l'arrêt de mort des agricultures paysannes en légalisant le *dumping* – c'est-à-dire l'invasion de produits subventionnés en provenance des pays riches, qui met hors compétition les productions locales. Pour les mouvements paysans, la souveraineté alimentaire est le droit de chaque communauté de protéger son agriculture afin d'être en mesure de s'en nourrir – ce qui n'exclut pas les échanges équitables. Ce droit ne réfère pas seulement à l'autosuffisance alimentaire: il s'oppose surtout à un modèle d'agriculture qui nivelle toutes les régions et les asservit à des structures centralisées de production et de distribution, sans égard pour les communautés qui occupent le territoire et veulent en vivre. C'est une façon de s'opposer à la mainmise des multinationales sur l'agriculture et l'alimentation, de favoriser une agriculture écologique de proximité et de faire en sorte que l'alimentation puisse demeurer le lien premier d'une communauté à son territoire.

DÉTOURNEMENT DU CONCEPT

Pour l'Union des producteurs agricoles (UPA) et ses alliés, la souveraineté alimentaire est vue essentiellement

comme une façon de favoriser l'achat des «Aliments du Québec» et des «Aliments préparés au Québec», et surtout, de maintenir son monopole actuel sur la mise en marché des produits agricoles grâce à la gestion de l'offre et aux plans conjoints obligatoires de mise en marché.

Or, comme l'a fort bien démontré le rapport de la commission Pronovost, en 2008, ces mécanismes de mise en marché, s'ils peuvent constituer, en principe, une protection non négligeable contre le *dumping* dans certains secteurs, imposent, dans leur forme actuelle, des contraintes considérables au développement d'une agriculture locale d'appellation et de proximité visant la souveraineté alimentaire. Ils sont plutôt au service de la production et de la mise en marché industrielle, voire de l'exportation à outrance, comme dans le cas de la production porcine. Le modèle d'agriculture préconisé par l'UPA et les politiques agricoles actuelles font très peu de place à la petite agriculture et à la mise en marché de proximité, donc à la vraie souveraineté alimentaire. Ils protègent les grands producteurs et les intégrateurs bien plus que les paysans et l'agriculture locale.

Ce n'est pas un hasard si le ministre actuel de l'Agriculture, François Gendron, et la plupart des partis politiques, lorsqu'ils parlent de souveraineté alimentaire, évitent soigneusement de mentionner les réformes structurelles que le rapport Pronovost juge nécessaires pour y parvenir. Celles-ci concernent en particulier les structures actuelles de financement, axées sur les gros producteurs et les intégrateurs; les structures de mise en marché collec-

tive, défavorables à la production de proximité et de créneau; la gestion de la zone agricole, réservée aux productions industrielles; le monopole de représentation syndicale, qui exclut tous ceux qui ne font pas partie du club des grandes productions commerciales; et, finalement, la réforme de la réglementation sanitaire et environnementale, conçue en fonction des seules productions industrielles.

UNE ILLUSOIRE SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE

La souveraineté alimentaire, promise dans la prochaine politique agricole du Parti québécois, restera une expression vide de sens si les modifications législatives liées aux réformes proposées dans le rapport Pronovost ne sont pas faites. Elles ont été écartées par l'UPA et le gouvernement jusqu'ici. La souveraineté alimentaire doit être plus qu'une campagne d'achat local sans contenu. Les «Aliments du Québec et préparés au Québec» ne proviennent d'ailleurs qu'en partie d'ici, et très peu sont issus d'une agriculture écologique et de proximité. De plus, le Québec n'a que très peu de prise pour imposer ces produits aux grandes chaînes d'alimentation qui obéissent aux lois du marché mondial.

La seule façon de favoriser une authentique souveraineté alimentaire, c'est de favoriser un nouveau modèle agricole, celui que développent seuls et sans soutien des milliers d'agriculteurs artisans; celui que privilégie le rapport Pronovost pour le Québec; celui que la Suisse a inscrit dans sa Constitution en 1999, à la suite d'un référendum d'initiative populaire dont le résultat a été favorable à une agriculture multifonctionnelle, écologique et territoriale. Qu'attendons-nous? ●

L'auteur est ex-président-fondateur de l'Union paysanne

OPÉRATION DROITS DEVANT

L'Opération Droits Devant, lancée en 2003 pour défendre les personnes victimes de profilage social et de judiciarisation, souligne cette année ses dix ans d'existence. Fondée par le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) et la Table de concertation jeunesse-itinérance du centre-ville, cette initiative a contribué à sensibiliser plusieurs acteurs des milieux politique, juridique et policier aux problèmes liés à la judiciarisation des personnes marginalisées. Malgré tout, le nombre de contraventions données à des sans-abris continue d'augmenter, rappelant la pertinence de l'Opération Droits Devant (lire à ce sujet C. Bellot et M.-È. Sylvestre, «La gestion pénale, une injustice de trop», *Relations*, n° 753, déc. 2011). Renseignements: <rapsim.org>.

MARIE DENISE DUBOIS

Après avoir consacré 40 ans de sa vie à la justice sociale en travaillant auprès des plus démunis au Chili, puis dans des zones rurales d'Amérique centrale, la religieuse québécoise Marie Denise Dubois, sœur de la Congrégation Notre-Dame, s'est éteinte à l'âge de 79 ans en mars dernier. Au Chili, elle aura entre autres œuvré à faire connaître les horreurs de la dictature de Pinochet. Elle connaîtra un deuxième coup d'État en 2009, au Honduras cette fois, où elle continua de venir en aide aux plus marginalisés malgré le climat de grande tension et de violence. Son abnégation, son courage et sa générosité avaient grandement impressionné Michel Chartrand, qui l'avait rencontrée à Santiago en 1972. Peu de temps avant sa mort en 2010, Chartrand lui écrivait d'ailleurs: «Ta généreuse persévérance à servir, engendrée par

l'amour du prochain, durant toute une vie me réconcilierait avec Dieu et l'humanité si j'avais douté de la fraternité des humains.»

SOUVERAINETÉ POPULAIRE?

Après une tournée de consultations publiques à travers le Québec, tout au long de l'année 2012, les États généraux sur la souveraineté ont entamé leur deuxième phase le 6 avril dernier. Celle-ci verra la mise sur pied de trois chantiers dont le premier portera sur la souveraineté populaire et le pouvoir constituant. Il servira entre autres à définir les grands principes d'une constitution québécoise et d'une démarche constituante. Un deuxième chantier portera sur les leviers de développement (économique, régional, international, etc.) que donnerait au Québec l'accession à l'indépendance. Le dernier sera dédié à la création d'une «organisation de la société civile» chargée de faire la promotion de l'indépendance à l'échelle nationale. Renseignements: <etats-generaux-quebec.org>.

LE SPA DE L'ATSA

Du 10 au 15 juin, l'Action terroriste socialement acceptable (ATSA) propose une nouvelle création qui promet de remettre en question notre rapport au confort. Le théâtre l'Espace Libre, à Montréal, prendra les allures d'un spa urbain pour les besoins de la cause, en proposant aux visiteurs une immersion caustique dans l'industrie de la détente. En déambulant dans ce «parcours théâtral balnéothérapeutique» intitulé *Se mettre dans l'eau chaude*, le spectateur, placé au centre de l'œuvre, est appelé à s'interroger sur notre besoin de «décocher», qui prend souvent le dessus sur notre conscience sociale. Renseignements: <atsa.qc.ca>.

AMINATA TRAORÉ

Invitée à Berlin pour une conférence, en avril dernier, l'essayiste, militante altermondialiste et ancienne ministre de la Culture du Mali, Aminata Traoré, s'est vue refuser par la France une demande de visa pour circuler en territoire européen. Grâce à un sauf-conduit délivré par le consulat allemand à Bamako, elle aura finalement pu prendre part à la conférence intitulée «Le Mali à la croisée des chemins: Après l'intervention militaire et avant les élections», mais sans pouvoir transiter par la France. Aminata Traoré estime avoir fait les frais de ses critiques virulentes contre l'opération militaire française au Mali et a dénoncé cette tentative de la bâillonner. Dans une entrevue accordée à *Relations* en 2011, elle soulignait déjà le musellement et l'intimidation dont sont la cible les intellectuels africains dissidents («Aminata Traoré: une femme porteuse de changement», *Relations*, n° 747, mars 2011).

DÉRIVES

Alors qu'essaient les documents de toutes sortes commémorant l'inventivité déployée lors du «printemps érable», le documentaire *Dérives* s'interroge sur un legs plus inquiétant de la contestation de 2012: la banalisation de la répression policière, avec le concours tantôt tacite, tantôt direct de certains grands médias. Lancé en février dernier par le collectif 99%Média, le film soulève des questions troublantes sur la violence policière et la criminalisation de la contestation dans notre société. Alors qu'une enquête publique indépendante sur les agissements de la police le printemps dernier, réclamée par de nombreux organismes et citoyens, se fait toujours attendre, le documentaire *Dérives* fait œuvre utile en rappelant la nécessité. Il peut être visionné gratuitement sur Internet: <99media.org>.

DVD

MA VIE RÉELLE

RÉALISATION : MAGNUS ISACSSON
 LES FILMS DU 3 MARS
 CANADA, 2012, 90 MIN.

Rares sont les militants québécois qui n'ont pas vu, à un moment ou l'autre de leur vie, un film de Magnus Isacsson. Rappelons notamment ce documentaire audacieux, *Vue du Sommet*, qui portait sur le Sommet des Amériques de Québec en 2001. L'originalité de sa démarche l'avait amené à suivre simultanément, grâce à sept équipes de tournage, le parcours de sept participants. Isacsson, qui avait immigré de Suède en 1970, avait à son actif plus d'une quinzaine de réalisations. *Ma vie réelle*, le dernier film qu'il nous a laissé avant de s'éteindre, en 2012, permet de prendre toute la mesure de son talent. Entre autres dans cette scène en apparence toute simple, où, au coin des rues Pascal et Lapierre, en plein cœur de Montréal-Nord, des jeunes bavardent en créole de l'enfant qu'attend la copine de l'un d'eux. Lorsqu'on connaît le quartier, on sait que ce n'était pas gagné d'avance d'arriver là avec une caméra et d'enregistrer tout bonnement ces conversations de rue, sur ce «*corner*» qui a souvent fait les manchettes pour les mauvaises raisons.

Les premières minutes du film, qui met à l'écran la vie quotidienne de quatre jeunes de Montréal-Nord, donnent le ton. S'y succèdent des images des émeutes qui ont suivi la mort de Freddy Villanueva aux mains de la police, en 2008, et celles d'enfants qui jouent dans la neige, devant la Maison de la culture. Le contraste est frappant : Montréal-Nord a beau avoir des accents tantôt caribéens, tantôt méditerranéens, là aussi la neige s'abat sur le mobilier urbain et, comme partout au Québec, les enfants se précipitent pour y jouer, avec les mêmes cris joyeux qui brisent l'accalmie entre le vacarme de deux charrues qui déblaient.



Difficile de ne pas s'attacher petit à petit aux protagonistes, quatre jeunes hommes qui nous dévoilent leur vie et leurs misères. Troublant, en même temps, de voir l'univers dans lequel ils évoluent. D'une part, il y a cette spontanéité des classes populaires, une espèce d'authenticité plutôt bienfaitrice. Mais il y a aussi la précarité qui brime, qui étouffe, qui hypothèque la vie, qui tue. Cette précarité est corrosive. La caméra d'Isacsson nous la montre sobrement en nous laissant nous faire notre idée, à l'inverse de l'info-spectacle que nous présentent les grands médias.

Certaines scènes sont bouleversantes. Celle où Alex nous présente sa mère toxicomane, par exemple, après avoir auparavant longuement évoqué le souvenir douloureux des années passées chez elle et qui l'ont conduit en famille d'accueil. Pas exactement un conte de fée.

La sagesse nous surprend, aussi, au moment où on s'y attend le moins, comme dans tout bon quartier populaire. Cette fois, c'est dans les réflexions d'un employé d'un prêteur sur gage qu'on la retrouve. Ce commerce avait été ciblé par l'émeute de 2008 et pour cause : le travail qu'on y accomplit repose parfois sur une éthique douteuse. Mais dans une discussion avec un des personnages suivis par Isacsson, le commis derrière le comptoir partage une vision éminemment lu-

cide de la force toute particulière – et précieuse – qu'acquiert ceux et celles qui parviennent à se relever d'une existence difficile à Montréal-Nord.

Le rap est aussi l'un des thèmes centraux du documentaire. Montréal-Nord serait d'ailleurs, aux dires de certains, le berceau du rap québécois. Celui que l'on entend dans *Ma vie réelle* n'est toutefois ni le rap «bling-bling», ni le rap «réinsertion sociale». C'est un canal d'expression à l'état brut, omniprésent dans la vie de chacun des protagonistes, y compris la mère et la grand-mère de Danny, qui reproduisent la gestuelle hip-hop au moment de fêter son anniversaire.

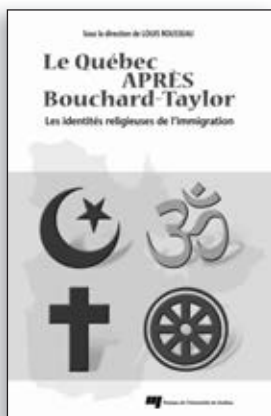
Le dernier documentaire de Magnus Isacsson mérite d'être vu. *Ma vie réelle* est une contribution importante à une réflexion suscitée par l'actualité sur ce qu'est un quartier populaire (en l'occurrence, celui qu'on cite trop souvent en exemple pour illustrer le «*conflit social et multiculturel*»). Au moment où s'amorcent les préparatifs en vue des célébrations du 100^e anniversaire de Montréal-Nord, la tentation est forte, en effet, d'occulter la vie des plus modestes et des exclus. Il est ardu de mettre de l'avant une imagerie qui concilie le triomphe et la misère... Magnus Isacsson y est parvenu avec sensibilité et originalité.

GUILLAUME HÉBERT



IDENTITÉS MOUVANTES

Louis Rousseau (dir.)
LE QUÉBEC APRÈS BOUCHARD-TAYLOR. LES IDENTITÉS RELIGIEUSES DE L'IMMIGRATION
 Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, 393 p.



Ce livre fait état d'une recherche dirigée par Louis Rousseau, professeur au Département de sciences des religions de l'UQAM, sur le processus de ré-articulation identitaire des membres de quatre communautés ethno-confessionnelles dont l'immigration au Québec est récente: les bouddhistes cambodgiens, les hindous tamouls sri-lankais, les musulmans maghrébins et les pentecôtistes d'Afrique subsaharienne. L'étude analyse autant les formes religieuses agissant comme facteur primordial de cette ré-articulation identitaire que les différentes fonctions que chaque communauté attribue à son appartenance religieuse.

L'introduction de Louis Rousseau, intitulée «Découvrir le fil religieux de la conscience identitaire au Québec», a le grand mérite de bien situer le contexte québécois dans lequel s'inscrit la recherche. Il expose également de façon claire les notions-clés sur lesquelles celle-ci s'appuie, notamment celles de conscience ethnique et de recomposition identitaire.

Chaque communauté est traitée dans deux chapitres. Le premier présente ses principales caractéristiques ethniques et religieuses, son implantation au Québec et les conditions de vie de ses membres. Le deuxième, plus détaillé, décortique la ré-articulation ethno-religieuse qui s'opère chez ces derniers dans le contexte migratoire du Québec.

Dans le cas des bouddhistes khmers, la recherche met en lumière le fait qu'avant même leur arrivée en sol qué-

bécois, l'identité de ces personnes était déjà fortement désarticulée en raison des persécutions subies dans leur pays d'origine sous le régime génocidaire des khmers rouges, qui a cherché à détruire toute la tradition bouddhiste cambodgienne.

L'étude sur les tamouls hindous du Sri-Lanka met quant à elle en évidence le rôle central joué par le temple Thiru Murugan, édifié à Dollard-des-Ormeaux. Il est devenu un vecteur très important de la transmission non seulement religieuse, mais aussi culturelle, ce qui permet de constater, dans ce cas-ci, une absence de distinction claire entre religion et culture.

Chez les musulmans d'origine maghrébine, on constate que la religion joue un rôle plus important que la nationalité ou l'ethnicité dans la recomposition identitaire. Même si cette préséance religieuse peut parfois leur apporter certaines difficultés, la plupart d'entre eux réussissent à bien s'adapter dans la société d'accueil.

Finalement, les résultats de l'étude sur les convertis pentecôtistes d'origine africaine pourraient se résumer par cette parole d'un des répondants: «Si ce n'était pas de l'Église pentecôtiste, ce serait difficile d'intégrer la société.» La singularité de ce cas-ci, en comparaison avec les trois précédents, réside dans le fait qu'il s'agit d'une appartenance religieuse qui n'a ni ancrage ni dimension ethnique, mais qui est plutôt d'ordre électif, ce qui fait que les enjeux se posent différemment.

Dans tous les cas, la ré-articulation de l'identité religieuse obéit à deux besoins différents, mais qui s'avèrent complémentaires: d'une part, celui de trouver un lieu de socialisation intra-communautaire, en tant que nouveaux arrivants, et, d'autre part, celui d'établir des ponts qui facilitent l'intégration dans la société d'accueil.

Le livre fait donc œuvre utile en montrant les différentes modalités par lesquelles les nouveaux arrivants s'adaptent à la société québécoise. Dans la conclusion, Louis Rousseau affirme par ailleurs que c'est en re-

connaissant et en relativisant l'héritage du groupe majoritaire d'ascendance canadienne-française «qu'une place est reconnue en principe, dans la maison commune, à d'autres héritages culturels porteurs de mémoires distinctes et dépourvus eux aussi de prétention à valeur absolue» (p. 379-380). En d'autres mots, il s'agit de les considérer non simplement comme des invités, mais comme des résidents de cette maison commune dont ils contribuent à construire les murs et même les fondations. Il faut donc saluer la publication de ce livre qui aide à penser le Québec pluriel d'aujourd'hui. Il est un outil précieux pour tous ceux et toutes celles qui œuvrent pour que ce dernier devienne une réalité.

AGUSTÍ NICOLAU-COLL

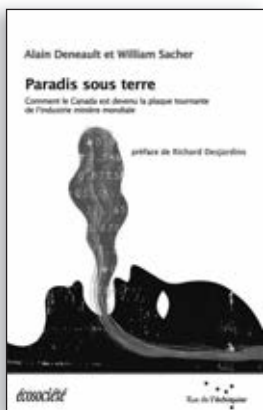
LES ROUAGES D'UN MINÉRALO-ÉTAT

Alain Deneault et William Sacher
PARADIS SOUS TERRE. COMMENT LE CANADA EST DEVENU LA PLAQUE TOURNANTE DE L'INDUSTRIE MINIÈRE MONDIALE

Montréal, Écosociété, 2012, 192 p.

William Sacher et Alain Deneault donnent ici un livre qui peut être vu comme leur courageuse réponse à ce qu'on a nommé «l'affaire *Noir Canada*» et dont ils ont fait les frais. Avec *Paradis sous terre*, ils poursuivent leur examen critique de l'industrie minière qui, pour fonctionner, exige la plus intime connivence entre l'État canadien (incluant ses juridictions provinciales) et le secteur financier établi à Toronto.

C'est une mécanique ultralibérale que les auteurs exposent ici de manière forte et documentée, compilant minutieusement sources officielles et journalistiques. Une mécanique qui prend ancrage dans l'histoire coloniale du



Canada, étroitement liée à la spéculation boursière. En effet, dès les années 1850, «ses institutions publiques ont été fondées à la faveur de la spéculation financière, rendue possible par la Bourse [de Toronto]» (p. 33). Dès l'introduction, les auteurs placent ainsi la critique sur le terrain de l'histoire en arguant que les pratiques qui ont présidé à la construction de l'État canadien n'ont jusqu'à ce jour pas été amendées. L'anomie coloniale dont bénéficient toujours les sociétés minières, et les conséquences qui en découlent, font l'objet de la plus sagace dénonciation.

Le corps du livre se compose de six chapitres qui abordent, à partir de différents rouages politiques et économiques, le problème de la culture spécifique au domaine minier, rendue hégémonique au Canada. Il vise à démontrer l'inanité d'un système économique canadien dominé par la minéralo-économie. Inanité qui mine tous les pans de la vie collective – mis à part celui où sont récoltés les fruits de la maximisation des profits. Une telle culture «spéculative et corrompue» apparaît indissociable de l'activité minière, du moment où l'on considère que «la détermination et l'estimation géologique des gisements relèvent elles-mêmes, intrinsèquement, d'exercices spéculatifs» (p. 39).

Dans un contexte d'ultralibéralisme, cette culture devient la structure autonome qui permet au «minéralo-État» – comme le nomment les auteurs – de faire croître son industrie «sur la scène économique de façon à devenir incontournable» (p. 52), tant à l'échelle nationale que mondiale. Cette structure s'étend en effet à l'ensemble du globe et s'imisce à tous les niveaux de la vie individuelle et sociale. Pour en prendre

toute la mesure, il suffit de rappeler la «prise en otage» de la population qui, à son insu et à travers ses placements dans des fonds de pension régis par les secteurs financiers, fortifie cette mécanique: «Ce sont des dizaines de millions de dollars que ces institutions placent au nom du peuple canadien, et à son avantage, dans des sociétés pourtant soupçonnées de piller les ressources des pays du Sud et de l'Est à des fins de spéculation boursière» (p. 92).

À partir de l'examen de la pratique spéculative faite norme à la bourse de Toronto, les auteurs auront réussi à faire la lumière sur la collaboration séculaire de l'État canadien avec l'industrie minière. Ils auront su montrer, aussi, comment la maîtrise de la rhétorique de l'«autorégulation» et de la «responsabilité sociale des entreprises» ou encore les techniques financières frauduleuses et l'impunité dont elles bénéficient à la bourse de Toronto, reconduisent la prémisse stupide et archaïque du *free mining* colonial, selon laquelle l'exploitation minière est la meilleure utilisation possible du territoire.

GUILAUME MARTEL LASALLE

POUR UNE SOCIOLOGIE DE LA DÉPRESSION

Marcelo Otero
L'OMBRE PORTÉE.
L'INDIVIDUALITÉ À L'ÉPREUVE DE LA DÉPRESSION
 Montréal, Boréal, 2012, 376 p.

Dans ce livre, Marcelo Otero, professeur au Département de sociologie de l'UQAM, pose les jalons d'une sociologie de la dépression à travers une rencontre intéressante entre les sciences sociales et la psychiatrie. L'auteur se questionne: «Comment expliquer la résonance extraordinaire des mêmes signes et symptômes chez des millions d'individus partout en Occident et de plus en plus ailleurs? En d'autres termes, de quelle société nous

parle l'épreuve dépressive?» Il nous invite, en quelque sorte, à revisiter l'un des questionnements fondateurs de la discipline sociologique: en quoi une expérience en apparence si intime a-t-elle une importante résonance sociale?

Les huit chapitres explorent tour à tour plusieurs facettes individuelles et sociales de la dépression. Les quatre premiers posent d'abord les bases théoriques de l'étude sociologique du phénomène. Otero y aborde l'évolution de ce qu'il nomme les «nervosités sociales». Un parallèle est fait entre la névrose (le trouble mental «vedette» du XIX^e siècle) et la dépression, souvent qualifiée de «mal du XXI^e siècle», mais également entre le traitement de prédilection pour chacun de ces maux: la psychanalyse (névrose) et les antidépresseurs (dépression). Suit l'étude de l'évolution du *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux* (DSM) – l'outil de référence utilisé par les psychiatres pour poser des diagnostics – depuis sa première parution en 1952. On y voit clairement à quel point les frontières du pathologique sont étroitement liées aux normes sociales en vigueur dans un lieu et à une époque donnés. Ce constat amène Otero à questionner «la mondialisation grammaticale des troubles mentaux» et la supposée universalité scientifique du DSM. Enfin, de nombreuses statistiques récentes corroborent la prévalence de la dépression dans le palmarès des troubles mentaux et l'utilisation massive des antidépresseurs comme première réponse à cette problématique.

Les quatre chapitres suivants abordent «le ventre de l'épreuve» à travers un corpus de témoignages de personnes «déprimées». Les propos recueillis sont regroupés en quatre grandes thématiques: ce que les gens vivent et ressentent, les causes identifiées de leur malaise, leur rapport aux différents spécialistes et leur perspective sur les suites de leur épreuve.





De manière générale, deux trames traversent l'ensemble du livre. La première explore les rapports complexes entre l'expérience singulière de la dépression et la normativité sociale qui crée ses conditions d'existence. La seconde fait un va-et-vient entre la sociologie et la psychiatrie en exposant les théories et approches des deux disciplines sur cette question, mais surtout, en soulignant les limites de la psychiatrie pour expliquer la si grande prévalence des troubles mentaux.

À qui s'adresse ce livre? Dans une brève entrevue publiée sur le site Web des Éditions du Boréal, Otero répond: «à toutes les personnes concernées de près ou de loin par cette épreuve». Or, rien n'est plus faux, et c'est là un défaut majeur de l'ouvrage. Le sociologue traite son objet d'étude avec un niveau de langage beaucoup trop complexe pour un non-initié à la discipline sociologique ou psychiatrique. De plus, le choix de présenter de nombreuses statistiques à même le texte nuit grandement à leur compréhension en plus d'alourdir considérablement la lecture. Ainsi, l'ouvrage s'avère dans l'ensemble peu accessible, ce qui est dommage car la thématique de la dépression étudiée dans une perspective sociologique constitue en soi une invitation des plus attrayantes à lire sur ce phénomène révélateur des liens étroits qui existent entre les individus et leur société.

NOÉMIE DELISLE

UNE BIOGRAPHIE INTELLECTUELLE

Pierre Pagé

CLAUDE RYAN. UN ÉDITORIALISTE DANS LE DÉBAT SOCIAL

Montréal, Fides, 2012, 530 p.

Voici un livre immense et très documenté sur l'un des plus illustres directeurs du journal *Le Devoir*. Plus qu'une biographie de l'homme «derrière» le personnage ou qu'une recension de son œuvre et de son action



politique (cette dernière, s'échelonnant de 1978 à 1994, est d'ailleurs laissée de côté), l'ouvrage de Pierre Pagé est en fait une biographie intellectuelle du journaliste Claude Ryan. Celle-ci prend ancrage sur quelques points essentiels: la liberté de presse, les droits fondamentaux, l'éducation, l'actualité religieuse, les conflits de travail et les droits linguistiques.

L'auteur a donc scruté avec attention le travail du journaliste de 1960 à 1978 (22 tomes aux Archives nationales, environ 6500 textes), mais aussi d'autres contributions de Ryan: rapports, livres, articles, conférences, etc.

Ceux et celles qui ont connu et lu le Claude Ryan des grandes années savent l'ampleur de l'information qu'il possédait, sa soumission à la complexité du réel, ses innombrables conversations téléphoniques avec les acteurs concernés, sa capacité de travail et de lecture, sa profondeur d'analyse. Je revois encore Claude Ryan avec son calepin de militant notant sans cesse des observations et des faits nouveaux. *Voir, juger, agir*: la méthode de réflexion prônée par L'Action catholique semblait chez lui une seconde nature...

Pierre Pagé met en évidence certains traits majeurs de Ryan: son souci de la liberté et de l'accessibilité de l'information pour tous, l'importance qu'il accordait aux débats, à la démocratie et à la justice de même qu'au métier de journaliste et d'éditorialiste. La partie la plus intéressante du livre m'a toutefois semblé être la deuxième, où l'auteur analyse quatre dossiers majeurs: la réforme du système d'éducation, le débat linguistique (à relire, dans le contexte actuel), la Crise d'octobre et la violence dans les conflits de travail. Dans la partie sur le débat linguistique, on découvre un Ryan frileux, orienté vers la

bonne entente et le bilinguisme, défenseur farouche des droits des anglophones, incapable de penser le peuple québécois et son rapport à la langue, très dur à l'égard de Camille Laurin. Ironie du sort, il dut défendre, comme ministre du Québec, la loi 101 à la Cour suprême du Canada.

Il faut également souligner l'importance accordée par l'auteur aux rapports entre la religion et la société, tant sur le plan national qu'international, et la place que ceux-ci ont occupé dans la vie de Claude Ryan. Ce dernier avait notamment étudié à Rome à l'Université grégorienne, en 1951, où il a vite acquis une solide compétence en théologie, particulièrement en ecclésiologie et sur la pensée sociale de l'Église. Après la mort de Maurice Duplessis, au moment où commence la Révolution tranquille, Ryan deviendra ainsi le commentateur le plus compétent et le plus crédible des questions relatives à l'évolution des rapports entre l'Église catholique et la société québécoise. Consacrant 125 pages de son ouvrage aux questions religieuses, Pierre Pagé livre ici un travail colossal d'information et d'analyse. Cette section de son livre est très éclairante pour comprendre l'histoire religieuse du Québec et l'ampleur de la pensée sociale de l'Église au temps du concile Vatican II, de Jean XXIII et de Paul VI.

Si ce livre par ailleurs fascinant n'évite pas toujours les redites, il constitue néanmoins une proposition intellectuelle intéressante. Comme le dit l'auteur: «dans le cheminement que nous avons proposé au lecteur, et qui s'arrête aux portes de l'aventure politique, nous avons voulu simplement garder visible et vivante une pensée sociale très riche de réflexions et d'expériences développées sur un demi-siècle, pour que la mémoire des faits, des analyses et des textes de Claude Ryan soit mieux intégrée aux voix diverses qui tissent la trame d'un regard historique toujours nécessaire pour penser l'avenir de la nation québécoise». Mission accomplie.

ANDRÉ BEAUCHAMP

Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123

Misons sur un développement économique...

Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123
Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123
Solidaire	SOL	1000	+123	Social	SOC	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Durable	DUR	1000	+123
Durable	DUR	1000	+123	Solidaire	SOL	1000	+123	Équitable	ÉQU	1000	+123	Social	SOC	1000	+123

www.csn.qc.ca

www.facebook.com/LaCSN Suivez @Lacsn sur Twitter

INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

**UNE SEULE IDÉE
PEUT TOUT CHANGER**

10^e ÉDITION

**l'ÉCOLE
d'ÉTÉ**

DE L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

DU 14 AU 17 AOÛT 2013

À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

SOYONS LE
CHANGEMENT!

CONFÉRENCIERS STIMULANTS
ATELIERS ENGAGEANTS
RENCONTRES INSPIRANTES
SOIRÉES ENDIABLÉES
PROPOSITIONS AUDACIEUSES
PROJETS INNOVANTS

Inscrivez-vous dès maintenant

inm.qc.ca/ee2013

L'École d'été est soutenue financièrement par le Secrétariat à la jeunesse dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014.

LE DEVOIR

Abonnés au Devoir papier? il y a du nouveau.



LE DEVOIR
VIRTUEL

Maintenant, nos versions en pdf et papier virtuel
vous sont offertes gratuitement!

LE DEVOIR
Libre de penser

Abonnez-vous! ledevoir.com/abonnements